

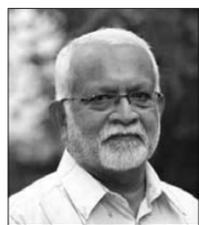
Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Un pare-feu sino-russe contre l'ingérence américaine

par M. K. Bhadrakumar,* Inde



M. K. Bhadrakumar
(photo mad)

La Chine a explicitement accusé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'être derrière les manifestations «prodémocratie» à Hong Kong. Pékin s'est emparé de l'affaire par voie diplomatique, exigeant que les services de renseignements américains cessent d'encourager et de soutenir les manifestants hongkongais. Début août, des photographies ont été diffusées dans les médias montrant Julie Eadeh, conseillère politique au consulat des Etats-Unis à Hong Kong, en train de s'entretenir avec les chefs de file du mouvement étudiant hongkongais prodémocratie dans le hall d'un hôtel de luxe local.

Washington voit d'un mauvais œil les révélations sur la véritable identité de Mme Eadeh. Elle serait une experte ayant organisé des «révolutions de couleur» dans d'autres pays, et serait liée à l'orchestration d'«actes subversifs» au Moyen-Orient. Là-dessus, le journal chinois *The Global Times* a publié un éditorial virulent:

«L'administration américaine a joué un rôle honteux dans les émeutes de Hong Kong. Washington soutient publiquement

* M. K. Bhadrakumar a travaillé pendant trois décennies comme diplomate de carrière au service du Ministère indien des Affaires étrangères. Il a été, entre autre, ambassadeur en Union soviétique, au Pakistan, en Iran, en Afghanistan ainsi qu'en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses articles traitent principalement de la politique étrangère indienne et des événements au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline».



(Source www.weltkarte.com)

les manifestations et n'a jamais condamné les actes de violence qui visent les forces de police. Le consulat général des Etats-Unis à Hong Kong multiplie les ingérences directes dans la situation locale. L'administration américaine est à l'origine de l'agitation qui règne sur la ville, de la même manière qu'elle a alimenté les «révolutions de couleur» dans d'autres régions du monde.»

Les allégations de la Chine sont-elles plausibles? Dans le journal *Asia Times*, l'universitaire, économiste et auteur canadien de renom Ken Moak a récemment noté tout à fait pertinemment que les manifestations étaient généralement financées, et que leur logistique et organisation étaient d'une ampleur telle que les ressources qu'elles nécessitaient n'avaient pu être engagées «que par des gou-

vernements étrangers ou des individus fortunés qui pourraient en tirer profit». Il a ensuite détaillé les différentes occasions auxquelles les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient tenté de déstabiliser la Chine.

M. Moak prévoit que dans le futur, des opérations subversives «plus intenses et violentes» seront mises en œuvre à l'encontre de la Chine par les Etats-Unis.

En effet, des agents provocateurs organisent chaque jour des actions de protestation, consistant par exemple à brûler des drapeaux chinois ou à occuper l'aéroport de Hong Kong. L'objectif est de forcer Pékin à intervenir, ce qui provoquerait une avalanche de conséquences – des sanctions occidentales, entre autres.

La technologie 5G étant sur le point d'être déployée, le moment serait opportun pour les Etats-Unis d'imposer un boycott de la Chine à ses alliés occidentaux, alors même que certains pays comme l'Allemagne ou l'Italie ont développé avec elle des liens florissants en matière de commerce et d'investissement, et répugnent donc à se joindre à la tendance américaine.

Francesco Sisci, journaliste italien renommé et observateur de la Chine de longue date basé à Pékin, a récemment écrit que Hong Kong était la «soupape de sécurité» de Pékin – l'étouffer pourrait causer l'asphyxie du système chinois dans son entier. Sisci compare ainsi Hong Kong à une «chambre de compensation, une soupape de sécurité entre l'économie fermée de la Chine et les économies ouvertes du reste du monde».

Si la Chine a pu profiter avidement de la mondialisation tout en conservant une économie fermée, c'était bien grâce à Hong Kong, qui était déjà complètement ouverte

Suite page 2

Hong Kong: l'ingérence occidentale la main dans le sac!

Transformation d'une question intérieure en conflit international

par Bruno Guigue,* France



Bruno Guigue
(photo mad)

La main dans le sac! Lorsque la presse chinoise a publié la photo de quatre dirigeants du mouvement de protestation hongkongais en compagnie du chef du département politique du consulat des Etats-Unis, on a senti comme un trou d'air dans la rhétorique anti-Pékin. Difficile, tout-à-coup, de nier l'intervention d'une puissance étrangère – à 15000 kilomètres de ses frontières – dans une crise qui ne la concerne pas. Tenter d'occulter ce qui saute aux yeux est toujours un exercice de haute voltige, et l'on sait la propagande occidentale coutumière de ces acrobaties!

Depuis le début des récents événements de Hong Kong au mois de juin 2019, la narration de ces événements par les officines du monde libre offre un concentré de mauvaise foi et d'inversion des signes qui passionnera certainement les politologues du futur. Multipliant les distorsions de langage, en effet, elle fait passer une affaire intérieure chinoise pour un conflit international, une décolonisation pour une colonisation et l'ingérence étrangère pour une entreprise humanitaire.

* Bruno Guigue est né en 1962 à Toulouse. Ancien haut fonctionnaire français, il est chercheur en philosophie politique et analyste des relations internationales.

«Mais il est vrai que balayer devant sa porte n'est pas l'attitude la plus répandue à Washington ou à Paris. Et dans ces capitales du monde civilisé, on est toujours prompt à s'immiscer dans les affaires des autres en invoquant des principes humanitaires sur lesquels on s'assied tous les jours.»

Comme celle de Taïwan – mais pour des raisons différentes –, la question de Hong Kong est le legs historique d'une époque révolue. Héritée du colonialisme bienfaiteur de sa Gracieuse Majesté, la particularité de Hong Kong lui vaut aujourd'hui un «régime d'administration spéciale» que la République populaire de Chine a bien voulu instaurer lors de la signature de l'accord sino-britannique de 1984. Quitte à enfoncer des portes ouvertes, rappelons toutefois que Hong Kong c'est la Chine, au même titre que Pékin ou Shanghai. Car l'oubli volontaire de cette évidence est la cause de confusions en tous genres et de manipulations sans limite. La conquête coloniale du «port parfumé», au XIX^e siècle, s'est déroulée en trois étapes. Les Britanniques ont annexé l'île de Hong Kong en 1842 à la suite d'une «guerre de l'opium» qui a précipité la ruine de l'empire des Qing et livré la Chine à la vor-

acité des prédateurs coloniaux. La presque île de Kowloon a ensuite été arrachée en 1860 lors de l'intervention militaire franco-britannique qui a dévasté le palais d'été à Pékin. Enfin, les «nouveaux territoires» ont été cédés à Londres en 1898 pour une durée de 99 ans dans la foulée des nouvelles humiliations infligées à la Chine par les envahisseurs étrangers à l'orée du nouveau siècle. C'est cet ensemble territorial – aujourd'hui dénommé région d'administration spéciale de Hong Kong – qui a été solennellement restitué à la République populaire de Chine en 1997 selon des modalités définies par l'accord de 1984. Bien sûr, Margaret Thatcher aurait souhaité le conserver, mais Hong Kong n'est pas l'archipel des Malouines, et la Chine n'est pas l'Argentine. Compromis entre une puissance coloniale déclinante qui déclare forfait et une grande puissance émergente qui privilégie la négociation, l'accord sino-britannique de 1984 instauré à Hong Kong est un régime de semi-autonomie et

prévoit l'application du principe: «un pays, deux systèmes» jusqu'en 2047. Pour Pékin, ce compromis présente un double avantage. Le premier est d'ordre politique. Adeptes du temps long, les dirigeants chinois ont opté pour une transition en douceur. La dépendance croissante du territoire à l'égard du continent favorisera son assimilation progressive, sans préjuger de son futur statut au-delà de 2047. Le second avantage est d'ordre économique. Dotée d'une rente de situation géographique, adossée à la puissance de la City, la place de Hong Kong s'est transformée en plaque tournante de la finance asiatique. En y maintenant un régime spécifique, Pékin pourra l'utiliser afin d'attirer en Chine les capitaux de la diaspora chinoise et ceux des investisseurs étrangers.

Sas d'entrée pour les flux financiers captés par les réformes économiques, ce minuscule territoire de 1106 km² et 7,5 millions d'habitants continue donc à jouir depuis 1997 d'un statut particulier dont il n'existe aucun équivalent (hormis Macao) en Chine populaire. Le territoire a sa propre législation, sa propre monnaie, ses propres équipes sportives. Mélant élection et cooptation des dirigeants, son système administratif est plus «démocratique» que celui qu'ont légué les Britanniques. Les manifestants réclament la démocratie en brandissant des drapeaux

Suite page 2

«Un pare-feu sino-russe contre ...»

suite de la page 1

et accueillait le troisième plus grand marché financier du monde. Dans le cas où une importante fuite de capitaux se produirait à Hong Kong, la Chine aurait à négocier ses futurs arrangements financiers avec des pays sur lesquels elle n'exerce aucun contrôle politique. D'après Sisci, «le statut actuel de Hong Kong permet à Pékin de gagner du temps, mais la question principale reste celle du statut de la Chine. L'époque où elle était à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du système commercial mondial grâce à une architecture complexe d'arrangements spéciaux arrive bientôt à son terme.»

En résumé, l'agitation qui règne à Hong Kong est représentative de la méthode américaine, qui consiste à imposer une pression maximale à la Chine pour briser son élan et empêcher qu'elle conserve l'ascendant en tant que rivale dans la course mondiale à la technologie au XXI^e siècle. D'influents commentateurs chinois aux Etats-Unis se réjouissent déjà du fait «que la révolution est dans l'air à Hong Kong» et que cela marquera «la fin du communisme sur le territoire chinois».

C'est ici que la Russie entre en scène. Coïncidence ou non, des foyers de contestation se sont également allumés dans les rues de Moscou avant de se changer en manifestations d'envergure à l'encontre du Président Vladimir Poutine. Si la loi sur l'extradition était le prétexte des événements de Hong Kong, c'est l'élection de la Douma de Moscou (organe législatif de la ville) qui semble avoir déclenché les manifestations russes.

De même que le mécontentement à Hong Kong est de nature économique et sociale, le déclin de popularité de Vladimir Poutine est attribué à la stagnation de l'économie russe.

Dans ces deux cas, la stratégie américaine est ouvertement celle du «changement de régime». Cela peut paraître surprenant, étant donné que les autorités chinoises et russes semblent avoir un ancrage des plus solides. La légitimité du Parti communiste chinois que le Président Xi Jinping dirige et la popularité de Poutine demeurent à un niveau qui ferait pâlir d'envie n'importe quel politique dans le monde, mais la doctrine des «révolutions de couleur» n'est pas fondée sur des principes démocratiques.

Le but des révolutions de couleur est de défaire un ordre politique établi et ne dépend pas du soutien de la population. Ce sont des coups d'état déguisés. Elles n'ont même rien à voir avec la démocratie. Les récentes élections présidentielles et parlementaires en Ukraine ont révélé que la révolution de 2014 était une insurrection que le peuple désavouait.

«Hong Kong: l'ingérence occidentale ...»

suite de la page 1

britanniques, mais les premières élections au suffrage universel ont eu lieu en 1991, c'est-à-dire après les accords de 1984, afin de conformer le système administratif aux objectifs fixés pour le transfert de souveraineté prévu en 1997. Si la crise actuelle devait dégénérer, les principaux perdants seraient donc les habitants de Hong Kong eux-mêmes. Assise sur la finance internationale, la prospérité du territoire serait vite ruinée et la place de Hong Kong détrônée par les mégapoles méridionales, Canton et Shenzhen, beaucoup plus peuplées et plus puissantes que la cité portuaire.

Un tour de passe-passe qui donne une apparence de légitimité à l'ingérence étrangère

Avec un PIB par habitant dix fois supérieur à celui de la Chine continentale, les contestataires hongkongais feraient mieux de méditer sur les conséquences d'un embrasement de leur îlot de prospérité. Au lieu de brandir des drapeaux américains et britanniques, ils devraient aussi réfléchir à ce que signifie la démocratie importée d'Occident, sans parler du destin de ceux que Washington a abandonnés du jour au lendemain après les avoir poussés à l'affrontement. Le statut particulier de Hong Kong, comme son insolente richesse, n'ont rien d'éternel. Son régime spécial est transitoire, même si l'échéance de son éventuelle disparition est lointaine (2047). Aucune règle de droit international ne contraignait la



«Début août, des photographies ont été diffusées dans les médias montrant Julie Eadeh, conseillère politique au consulat des Etats-Unis à Hong Kong, en train de s'entretenir avec les chefs de file du mouvement étudiant hongkongais prodémocratie dans le hall d'un hôtel de luxe local.» ... «La main dans le sac! Lorsque la presse chinoise a publié la photo de quatre dirigeants du mouvement de protestation hongkongais en compagnie du chef du département politique du consulat des Etats-Unis, on a senti comme un trou d'air dans la rhétorique anti-Pékin. Difficile, tout-à-coup, de nier l'intervention d'une puissance étrangère – à 15000 kilomètres de ses frontières – dans une crise qui ne la concerne pas. Tenter d'occulter ce qui saute aux yeux est tout-jours un exercice de haute voltige». (photo Hongkongfreepress)

Bien entendu, la déstabilisation de la Chine et de la Russie représente un enjeu de taille. Rien de moins que l'équilibre stratégique mondial est concerné. La stratégie d'endiguement de la Russie et de la Chine est l'essence même du Projet du nouveau siècle américain, à savoir l'hégémonie des Etats-Unis à travers le XXI^e siècle.

Les Etats-Unis ont misé sur le fait que les révolutions de couleur mettraient Moscou et Pékin sous pression et que cela les isolerait. Après tout, les régimes autoritaires sont exclusifs, et même les proches et alliés ne sont pas admis dans le sanctuaire de leur politique intérieure.

C'est là que Moscou a réservé une mauvaise surprise à Washington. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré le 9 août dernier que la Russie et la Chine devraient échanger des informations sur l'ingérence des Etats-Unis dans leurs affaires intérieures. Elle a signalé que Moscou avait pris note des décla-

rations de la Chine concernant l'intervention américaine dans les événements de Hong Kong et que cette information était traitée «avec le plus grand sérieux».

«Par ailleurs, je pense qu'il serait juste et utile d'échanger ce type d'informations par l'intermédiaire de nos services correspondants», a indiqué Mme Zakharova, ajoutant que les parties russe et chinoise discuteraient bientôt de cette question. Elle a également signifié que les Etats-Unis se servaient de la technologie pour déstabiliser la Russie et la Chine.

Plus tôt dans la journée, le ministre russe des Affaires étrangères avait convoqué le chef de la section politique de l'ambassade des Etats-Unis, Tim Richardson, et lui avait adressé une protestation officielle, condamnant le fait que les Etats-Unis aient encouragé un rassemblement non autorisé le 3 août à Moscou.

De fait, Moscou a bien plus d'expérience dans la neutralisation des opérations secrètes

des services de renseignement américains. L'absence d'événements semblables aux manifestations de la place Tian'anmen (1989) ou à celles de Hong Kong (2019), déclenchés par ces services, au cours de la guerre froide et de la période «post-soviétique» témoigne du talent, de l'expertise et de la ténacité du système russe.

Le message de Moscou à Pékin est direct et sincère: «Unis, nous tenons; divisés, nous tombons.» Il ne fait aucun doute que les deux pays étaient déjà en consultation et voulaient que le reste du monde le sache. En effet, le message transmis par Mme Zakharova — qui présente un pare-feu commun contre l'ingérence américaine — est d'une importance capitale. Il transforme l'alliance russo-chinoise et l'élève à un tout autre niveau, créant ainsi un nouveau fondement politique pour la sécurité collective.

Source: www.indianpunchline.com du 11/8/19 (Traduction Horizons et débats)

Chine à l'adopter, et elle l'a fait parce qu'elle le jugeait conforme à ses intérêts nationaux. Arraché il y a 187 ans par le colonisateur étranger, Hong Kong revenait de droit à l'Etat chinois. La restitution a eu lieu de façon négociée, et c'est tant mieux. Mais après cette restitution, la suite des opérations ne concerne en rien le reste du monde. C'est pourquoi la seule réponse rationnelle aux admonestations occidentales est celle qu'on peut lire dans le *Quotidien du Peuple* depuis le début de la crise: «Mêlez-vous de vos affaires!».

Mais chassez le naturel, il revient au galop! La plupart des dirigeants occidentaux et de leurs porte-voix médiatiques – c'est plus fort qu'eux – prennent leurs désirs pour des réalités. Ils voient dans le statut particulier de Hong Kong une sorte de régime international – qui n'existe nulle part –, alors qu'il s'agit d'un aménagement interne qui relève exclusivement de la souveraineté chinoise. Ce tour de passe-passe donne une apparence de légitimité à l'ingérence étrangère. De façon mensongère, il transforme une question intérieure en conflit international, semblant justifier auprès d'une opinion manipulée le ton péremptoire des dirigeants occidentaux. On entend alors ces derniers, dont on sait d'expérience le profond respect pour le droit international, donner des leçons à Pékin comme si Hong Kong était un territoire occupé par la Chine! Ils reprennent même la rhétorique puérile des agitateurs hongkongais pour qui Pékin pratiquerait «l'ingérence dans les affaires intérieures du territoire», en oubliant que ce territoire fait partie de la République populaire de Chine. Heureusement pour eux,

le ridicule ne tue pas. Dépassés par la Chine sur le plan économique, et incapables de la vaincre militairement – pour des raisons évidentes –, les Etats-Unis font feu de tous bois pour déstabiliser leur rival systémique. Le droit-de-l'homme à la petite semaine est la seule arme qui leur reste. Ils l'utilisent à Hong Kong comme à Caracas ou à Téhéran, et personne n'est dupe.

A quand une protestation chinoise sur la façon dont le gouvernement des Etats-Unis gère les crises à répétition sévissant sur leur territoire ou sur l'oppression séculaire subie par les Afro-Américains? Ceux qui dénoncent la répression insoutenable qui régnerait à Hong Kong sont-ils les mêmes que ceux qui organisent des embargos meurtriers contre l'Iran, la Syrie, Cuba ou encore le Venezuela dont un économiste libéral, Jeffrey Sachs, a calculé que les sanctions prises contre ce pays depuis 2017 avaient provoqué la mort de 40000 personnes dont des milliers d'enfants privés de médicaments? Les chœurs de pleureuses parisiennes qui réclament notre solidarité avec les manifestants hongkongais soumis à une «violence inouïe» sont-ils les mêmes que ceux qui approuvèrent la délicatesse avec laquelle le gouvernement français a traité le mouvement social des Gilets Jaunes, avec ses 10000 arrestations, 1800 condamnations et 200 blessés graves dont 25 mutilés? Ou les mêmes, encore, que ceux qui ne trouvent rien à redire à la participation française à une guerre d'extermination au Yémen, avec ses 50000 morts, son million de victimes du choléra et ses 8 millions de civils menacés par la famine? Mais il est vrai que balayer devant sa

porte n'est pas l'attitude la plus répandue à Washington ou à Paris. Et dans ces capitales du monde civilisé, on est toujours prompt à s'immiscer dans les affaires des autres en invoquant des principes humanitaires sur lesquels on s'assied tous les jours.

Source: <https://francais.rt.com/opinions/65016-hong-kong-ingerence-occidentale-main-dans-sac> du 16/8/19

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH640900000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Cachemire – La genèse du conflit

par Matin Baraki*



Matin Baraki
(photo mad)

Lorsque suite à la lutte anticolonialiste du Mouvement national des peuples du sous-continent indien la domination britannique en Inde ne put plus être maintenue, les colonisateurs ont adopté la méthode éprouvée

du «divide et impera» pour au moins favoriser le prolongement de leur régime dans un contexte différent. Les premières mesures visaient à diviser le mouvement anticolonialiste en le présentant sous un aspect ethnico-religieux et en cherchant à l'influencer. Suite à cela, on a assisté à la formation de forces laïques sous la direction de *Mahatma Gandhi* et de *Jawahar Lal Nehru*, et de forces plutôt religieuses dirigées par la *Ligue musulmane* de *Mohammed Ali Jinnah*.

Contexte historique

C'est ainsi que Gandhi et Nehru, de même que leur compagnon de lutte, le légendaire leader pachoune *Abdul Ghafahr Khan*, se sont battus pour la libération de l'ensemble du sous-continent indien unifié. Tandis que la *Ligue musulmane* de M.A. Jinnah propageait les thèses de la «Théorie des deux nations», fondée par celui-ci sur des bases essentiellement religieuses, les services secrets britanniques versaient de l'huile sur le feu en jetant pendant la nuit des têtes tranchées de vaches abattues derrière les portes des hindous et des exemplaires déchirés et partiellement brûlés du Coran derrière les portes des musulmans.¹ C'est ainsi que fut déclenchée la guerre civile la plus féroce de l'histoire indienne, par de violents massacres entre hindous et musulmans, ce qui justifiait et semblait rendre inévitable la partition de l'Inde. La puissance coloniale britannique avait ainsi atteint son premier objectif.

Début 1947, pour conserver son influence dans l'élaboration future du sous-continent, le Royaume-Uni envoya en Inde *Lord Mountbatten* comme vice-roi, «pour diviser le sous-continent dans les plus brefs délais».² Selon le plan Mountbatten, la partition de l'Inde devait être menée à bien en cent jours seulement. Elle devint effective le 15 août 1947 et

créa un inimaginable chaos. Elle déclencha un mouvement jusqu'alors sans précédent, l'exode de 16 millions de personnes, car la frontière entre les Etats nouvellement créés – l'Union indienne, d'une part, et le Pakistan, d'autre part – avait été arbitrairement déterminée au beau milieu du Pendjab, lui-même composé d'une mosaïque de peuples divers. Et de part et d'autre de la frontière, les hindous s'enfuirent vers l'Inde et les musulmans vers le Pakistan.

Alors que le gouvernement indien reconnaissait les différentes croyances religieuses de la population, qui ne pouvaient justifier ni la partition de l'Inde ni la partition ultérieure du Cachemire, le gouvernement pakistanais tout juste créé le 14 août 1947 justifia son existence sur la seule base religieuse, et s'arrogea le droit de représenter l'ensemble des musulmans du sous-continent indien, ce qui incluait, bien entendu, également la majorité musulmane de plus de 70% dans l'Etat du Jammu-et-Cachemire.

Dès le 22 octobre 1947, afin de faire valoir cette prétention «quelques milliers de guerriers tribaux se réclamant de l'islam et venus des confins du Pakistan et de l'Afghanistan, envahirent – soutenus par les autorités pakistanaises – l'ouest du Jammu-et-Cachemire, déjà secoué par des troubles. Ils saccagèrent et pillèrent tous les villages sur leur route et parvinrent le 25 octobre 1947 tout près de la capitale, Srinagar».³ Ces gens, issus des tribus montagnardes, ne connaissant jusque là que les armes légères et de petit calibre, firent, lors de leur invasion du Jammu-et-Cachemire, usage de chars, de canons et même d'avions.⁴ Inutile de cogiter longtemps pour deviner qui leur avait procuré ces armes lourdes.

Cet événement a marqué la naissance du conflit, perdurant depuis plus de 72 ans et ayant provoqué quatre guerres entre l'Inde et le Pakistan – trois d'entre elles concernant directement l'importante région stratégique himalayenne du Cachemire –, dont la fin n'est toujours pas en vue.

Afin de garantir l'intégrité de son pays, le maharadjah (prince) du Jammu-et-Cachemire, *Hari Singh*, demanda formellement, le 26 octobre 1947, l'adhésion de son pays à l'Union indienne et écrivit au gouvernement indien pour lui demander son aide militaire. Le 27 octobre, cette déclaration d'adhésion fut formellement adoptée par le vice-roi Mountbatten qui recommanda à Nehru, le Premier ministre indien de reconnaître cette adhésion. Sur cette base, le gouvernement indien apporta son aide militaire et cette

première guerre entre l'Inde et le Pakistan se poursuivit jusqu'à fin 1948.

Depuis janvier 1948, le Conseil de sécurité de l'ONU était saisi du conflit. Sur la base de la résolution du 13 août 1948 de la *Commission des Nations unies pour l'Inde et le Pakistan (CNUIP/UNCIP)* un cessez-le-feu, conclu le 1^{er} janvier 1949, a tracé une ligne de démarcation au niveau des lignes de combat aléatoires entre les troupes des deux pays.⁵ Cela a entraîné la partition du Cachemire, elle-même génératrice de nouvelles guerres indo-pakistanaises.

Le futur statut du Cachemire devait faire l'objet d'un plébiscite. C'est ce qui ressort d'une lettre de Mountbatten au maharadjah *Hari Singh*, invoqué sans cesse par le Pakistan depuis. Il s'agit entre autres de la directive suivante: «La question de l'adhésion doit être tranchée en fonction des souhaits du peuple de l'état, c'est le souhait de mon gouvernement, dès que la loi et l'ordre au Cachemire seront rétablis et que son territoire aura été nettoyé des envahisseurs, la question de l'adhésion de [...] devrait être tranchée par le suffrage populaire».⁶

Mis à part le fait que l'ordre public au Cachemire est à ce jour à peine rétabli et que la condition préalable au référendum n'est pas remplie, «il est apparu clairement à Nehru qu'un référendum devait rapprocher les idées de l'un ou l'autre des Etats. Si le Cachemire musulman choisissait le Pakistan, cela devait aussi être dans la perspective d'un Etat laïque; mais si le choix, s'avérait être l'Inde, cela reviendrait à nier la raison d'être du Pakistan».⁷

Qu'est-ce donc qui, à notre époque, fait à tel point l'attrait du Cachemire, célébré il y a près de 400 ans par l'empereur *Jahangir* comme le «paradis sur terre»? Si l'on excepte ses considérables ressources minières comme le charbon, le pétrole, le minerai de fer, le nickel, le plomb, le cuivre, l'or, etc. un seul coup d'œil sur la carte suffit à mettre en évidence son importance géostratégique. Le pays constitue un carrefour de communications car il est limitrophe de la République populaire de Chine, de l'Inde, de l'Afghanistan et du Pakistan et n'est séparé du Kazakhstan que par une bande étroite. C'est là que réside la véritable signification de ce pays et l'une des origines du conflit.

Des orientations de politique extérieure antagonistes

Alors que la politique extérieure indienne visait à soutenir la lutte pour la libération des pays encore colonisés et le non-alignement,

et que les hommes politiques indiens lançaient dès mars 1947, c'est-à-dire à la veille de l'indépendance, des invitations pour l'historique «*Asian Relations Conference*» de New Delhi, afin d'y discuter des problèmes de la poursuite de la lutte anticolonialiste et des relations entre les jeunes Etats-nations, le gouvernement pakistanais initia dès le début une politique étrangère clairement orientée vers l'Occident. Le contraste n'aurait pu être plus marqué que le 8 septembre 1954, lorsque le Pakistan devint membre de l'organisation du *South-East Asia Treaty (SEATO)*, créée par les Etats-Unis. L'Inde cependant fut initiatrice et membre fondateur des Pays non-alignés et de la Conférence des 29 Etats souverains d'Afrique et d'Asie, qui s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 à Bandung (Indonésie).

Le gouvernement pakistanais en a rajouté une couche lorsqu'il a déclaré, le 23 septembre 1955, son adhésion au *Pacte de Bagdad*,⁸ dirigé par la Grande-Bretagne. Le Pakistan espérait résoudre par la force le conflit du Cachemire avec le soutien du *CENTO (Central Treaty Organization)*. Si le gouvernement indien avait renoncé à son «immorale politique de non-alignement»,⁹ comme l'a déclaré avec force le ministre américain des Affaires étrangères *John Foster Dulles*, s'il s'était désisté et avait adhéré d'une manière ou d'une autre aux alliances établies par l'Occident, il n'y aurait peut-être pas eu de conflit au Cachemire au cours des 72 dernières années.¹⁰

La proclamation de la République islamique du Pakistan, le 23 mars 1956, devait encore renforcer sa revendication en tant que représentant légitime des musulmans vivant au Cachemire. Suite à la décision du 17 novembre 1956 de l'Assemblée constituante du Jammu-et-Cachemire d'adhérer à l'Union indienne et à l'entrée en vigueur, le 26 janvier 1957, d'une Constitution pour le Cachemire dans laquelle «il [est] établi que le Cachemire tout entier fait partie intégrante de la République fédérale indienne»¹¹, son adhésion à l'Union indienne, factuelle depuis 1947, a été officialisée le 27 janvier sur la base de l'article 370 de cette Constitution.

La crise économique et intérieure au Pakistan a conduit l'armée à un coup d'Etat le 27 octobre 1958, sous la direction du maréchal *Ayub Khan*. La militarisation de la politique intérieure et extérieure du Pakistan et l'entrée du Cachemire dans l'Union indienne ont exacerbé autour de la question

Suite page 4

La situation actuelle au Cachemire

mb. Le gouvernement indien a suspendu les droits spéciaux de l'Etat du Jammu-et-Cachemire. *Amit Shah*, ministre de l'Intérieur du parti patriote-conservateur de droite au pouvoir, le *Bharatiya Janata Party (BJP)*, a annoncé le 5 août au Parlement que l'article 370 de la Constitution, qui régleme le statut de la partie indienne de la région himalayenne, avait été abrogé. Cet article donnait au gouvernement central de New Delhi la souveraineté sur la politique étrangère et de défense, mais garantissait au Cachemire d'avoir sa propre Constitution et une large autonomie. L'article offrait, par exemple, des droits exclusifs de propriété à la population du Cachemire. Ces droits spéciaux ont maintenant été abolis afin que des colons d'autres régions de l'Inde puissent également y acheter des terres. De nombreux Cachemiriens y voient une première étape pour changer les réalités ethnographiques de l'Etat en faveur d'une majorité hindoue. Le Premier ministre indien *Narendra Modi* appelle même la République populaire de Chine à rendre Aksai Chin.

Le 4 août, pour bien garder la situation sous contrôle, le gouvernement central de New Delhi avait déjà assigné à résidence les dirigeants politiques de la province, dont les deux anciens premiers ministres *Omar Abdullah* et *Mehbooba Mufti*, et bloqué toutes les voies de communication à destination et en provenance du

Cachemire. Le Cachemire est le seul Etat indien à majorité musulmane dont le statut spécial fait obstacle à la vision du BJP d'une Inde hindoue. «Le parti au pouvoir, le BJP, pense qu'il va «hindouiser» le Cachemire. Mais au lieu de cela, nous assistons probablement à la «cachemirisation» de l'Inde», a déclaré l'«*Indian Express*» le 6 août. Les observateurs sur le terrain mettent en garde contre une terrible escalade de la violence. *Narendra Modi* devait en effet être conscient que cette abolition d'autonomie déstabiliserait toute la région du Cachemire et les environs. C'est pourquoi il a stationné 8000 soldats supplémentaires au Cachemire, qui est déjà l'une des régions les plus militarisées du monde avec 500000 soldats.

Ces mesures de New Delhi constituent une motivation décisive pour les radicaux au Cachemire et au Pakistan pour intensifier la lutte armée avec le soutien du gouvernement et des services secrets d'Islamabad. En outre, elles aggravent encore les tensions entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde cherche-t-elle réellement à obtenir une victoire définitive au sujet du statut du Cachemire? En tout cas ce serait très dangereux. Après tout, le Pakistan et l'Inde sont tous-deux des puissances nucléaires. Le gouvernement pakistanais a expulsé l'ambassadeur indien du pays, mais a annoncé son intention de résoudre le conflit par la voie diplomatique plutôt que militaire. Le Premier ministre pakis-

tanais *Imran Khan* a demandé au président américain *Donald Trump* de faire office de médiateur. Le Président des Etats-Unis avait exprimé sa volonté d'agir en tant que médiateur entre l'Inde et le Pakistan dans le règlement de la situation autour de la région contestée. Ceci a été rapporté par l'agence de presse *Reuters* le 22 juillet. La situation est grave. «Cela risque de se transformer en crise régionale» a écrit *Imran Khan* sur Twitter le 4 août.¹ Reste à savoir si Trump peut servir de médiateur dans cette affaire.

Pour la première fois depuis 1972, le Conseil de sécurité de l'ONU discute du conflit du Cachemire. L'ambassadeur de la Chine à l'ONU a demandé une réunion du Conseil de sécurité après que le Pakistan ait demandé à l'organe des Nations Unies de se réunir. Le gouvernement chinois a blâmé l'Inde pour la nouvelle flambée de tensions dans la région du Cachemire et a clairement critiqué le gouvernement de New Delhi. «Ce qu'il convient de souligner, c'est que les actions de l'Inde ont également remis en cause la souveraineté de la Chine et violé un accord bilatéral»,² a déclaré le 16 août l'ambassadeur chinois aux Nations Unies *Zhang Jun* après une réunion à huis-clos du Conseil de sécurité à New York. De telles actions unilatérales de la part de l'Inde ne sont pas acceptables, d'après *Zhang Jun*. Et de poursuivre ainsi: la paix et la stabilité dans la région frontalière sont menacées, et

la Chine est «sérieusement préoccupée» par l'évolution de la situation. Le Pakistan et l'Inde doivent trouver un accord pacifique sur leurs tensions communes.

Dans la partie indienne de la région conflictuelle du Cachemire, des centaines de manifestants se sont heurtés à la police le 16 août. Le chef du gouvernement pakistanais *Imran Khan* a téléphoné au président américain *Donald Trump* au sujet de la situation dans la région. Ce fut une «bonne conversation» et tous deux avaient décidé de «rester en contact permanent»,³ a déclaré le ministre pakistanais des Affaires étrangères *Shah Mehmood Qureshi*.

On note qu'un autre soldat pakistanais a été tué au Cachemire, selon des informations provenant d'Islamabad. L'armée pakistanaise a annoncé le 16 août que le soldat avait été tué par des tirs venant du côté indien de la ligne dite «de contrôle». Les agences de presse *AFP* et *dpa* ont rapporté que trois soldats pakistanais et deux civils avaient déjà été tués par des unités indiennes la veille.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ «Trump soll vermitteln», in: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 5/8/19, p. 5

² «China gibt Indien die Schuld an Spannungen» in: *Der Tagesspiegel*, Berlin du 16/8/19: <https://www.tagesspiegel.de/politik/konfliktregion-im-himalaya-indien-hebt-sonderstatus-von-kaschmir-auf/24871186.html>

³ *ibid.*



Révendications territoriales au Cachemire:

- État du Jammu-et-Cachemire, sous contrôle indien, revendiqué par le Pakistan
- Asad Kashmir, sous contrôle pakistanais, revendiqué par l'Inde
- Gilgit-Baltistan, sous contrôle pakistanais, revendiqué par l'Inde
- Aksai Chin, sous contrôle chinois, revendiqué par l'Inde
- Vallée de Shaksgam, cédée par le Pakistan à la Chine, non reconnue par l'Inde

«Cachemire – La genèse ...»

suite de la page 3

du Cachemire les tensions qui ont culminé en septembre 1965 dans la deuxième guerre indo-pakistanaise. Alors que la République populaire de Chine menaçait l'Inde, Alexeï Kossyguine, alors Premier ministre de l'Union soviétique fit office de médiateur entre les parties du conflit, à Tachkent. En conséquence, le Premier ministre indien Lal Bahadur Shastri et le président pakistanais Ayub Khan conclurent un cessez-le-feu et se mirent d'accord sur l'article I de la «Déclaration de Tachkent» du 10 janvier 1966, afin d'éviter une résolution du conflit par la force. D'autres réunions au plus haut niveau avaient été prévues sur la base de l'article XI de la «Déclaration de Tachkent». Mais comme elles n'eurent pas lieu, les ministres des Affaires étrangères de l'Inde et du Pakistan se rencontrèrent donc à Rawalpindi du 1er au 2 mars 1966. Bien qu'il s'en soit suivi une intense activité diplomatique, les tensions entre les deux pays ne purent être réduites. Bien au contraire, les adversaires polémiqueurent les uns contre les autres, se reprochant la non-résolution du conflit du Cachemire. En 1969, la construction d'une route reliant le Cachemire au Xinjiang et modifiant la position stratégique de cette région au détriment de l'Inde – ceci avec l'aide de la République populaire de Chine – ainsi que l'arrestation au Cachemire de certains hommes politiques pro-pakistanaise aggravèrent encore les tensions. A la fin du mois de janvier 1971, le détournement d'un avion de l'*Indian Airlines* par le mouvement séparatiste cachemiri vers Lahore (Pakistan), où les ravisseurs obtinrent

l'asile et ont fait sauter l'avion, provoqua, de façon provisoire, un point de paroxysme dans les tensions. L'année 1971 a été marquée, dans l'histoire des relations entre le Pakistan et l'Inde, par un manque de dialogue et par des dénonciations diplomatiques mutuelles sur la scène internationale. Cela a conduit à la fin de cette année (3 décembre 1971) à la troisième guerre indo-pakistanaise, qui avait déjà entraîné la défaite du Pakistan le 16 décembre 1971 et à la séparation du Pakistan oriental en tant qu'Etat indépendant sous le nom du Bangladesh.

Ces activités guerrières ont empêché la tenue des réunions au plus haut niveau prévues précédemment.

Ce n'est que le 20 décembre 1971, avec l'entrée en fonction de *Zulfikar Ali Bhutto* comme nouveau Premier ministre du Pakistan, qu'une rencontre a eu lieu du 28 juin au 2 juillet 1972 entre *Indira Gandhi* et *Z. Bhutto* à Simla (Inde du Nord). C'est également le 2 juillet 1972 que furent signés – par *I. Gandhi* et *Z. Bhutto* – les Accords de Simla. Les deux parties s'engageaient à résoudre le conflit du Cachemire par des moyens pacifiques.¹³ Cependant, à peine revenu de Simla, *Z. A. Bhutto* mit en œuvre le programme nucléaire pakistanais en espérant qu'il aurait un effet dissuasif sur l'Inde. Concernant la résolution de la question du Cachemire, cela impliquait un changement des rapports de force en faveur du Pakistan.¹⁴ Il ne fallut que deux ans à l'Inde pour combler le retard et faire exploser un engin nucléaire en 1974.¹⁵ Or, nous le savons, les deux pays ont réalisé en mai 1998 onze essais nucléaires souterrains (Cinq pour l'Inde les 11 et 13 mai et six pour le Pakistan les 28 et 30 mai).¹⁶ Le conflit



du Cachemire est, à maints égards, extrêmement sensible pour les pays limitrophes mais aussi pour la politique internationale.

Premièrement, à l'automne 1959, la République populaire de Chine a mené une guerre Nuit-et-Brouillard contre l'Inde et occupé la partie nord-est du Jammu-et-Cachemire.¹⁷ Dans une autre guerre frontalière, la République populaire de Chine a occupé en 1962 des zones importantes du nord-est de l'Inde en les intégrant à sa province du Xinjiang et en les renommant tout simplement «Aksai Chin».

Lorsque le 16 octobre 1964 la République populaire de Chine a fait exploser sa première bombe atomique, elle n'était plus du tout prête à négocier la restitution de l'«Aksai» à l'Inde. Cette situation renforça la position du Pakistan dont le régime, qu'il soit civil ou militaire, demeurait allié à la République populaire de Chine contre l'Inde, et impliqua le renforcement de conflits ultérieurs ainsi que de l'attitude défensive de l'Inde dans la question du Cachemire. En outre, cela entraîna dans le conflit du Cachemire non seulement les nouvelles puissances nucléaires qu'étaient l'Inde et le Pakistan, mais aussi une autre puissance nucléaire, la République populaire de Chine.

Deuxièmement, alors que les différents gouvernements indiens respectaient les accords de Tachkent et de Simla, les gouvernements pakistanais provoquaient ces mêmes gouvernements indiens, entre autres en favorisant la mise en œuvre d'un plébiscite afin de maintenir le conflit du Cachemire en ébullition. En effet, «bien que cela puisse paraître cynique, c'était – et cela est toujours – le conflit occulté avec l'Inde qui maintient

en place et cimente les diverses forces politiques et idéologiques du Pakistan».¹⁸ Outre le fait qu'aucune revendication du Pakistan vis-à-vis de l'Inde n'est légitimée et que l'adhésion du Cachemire à l'Union indienne a rendu le plébiscite obsolète, les gouvernements indiens ont souligné que si le Pakistan retirait son armée du Cachemire, ils étaient prêts à organiser un référendum même si cela allait non seulement à l'encontre du principe de l'Etat laïque auquel l'Inde était tenue mais encore menaçait, tel un effet-domino, l'unité étatique de l'Union indienne.¹⁹

La situation actuelle et ses causes

Le 14 février 2019, près de Srinagar, la capitale de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire, a eu lieu un attentat dans lequel une voiture piégée a été projetée contre un bus. Plus de quarante soldats indiens ont été tués, ce qui en fait l'un des attentats les plus meurtriers en 30 ans dans la partie indienne du Cachemire. En 2008, les extrémistes islamistes ont également terrorisé des jours durant la métropole financière indienne de Bombay. L'organisation terroriste islamiste *Jahish-e Mohammad (JeM)*, basée au Pakistan, a revendiqué l'attentat le plus récent.²⁰ Après l'attentat, l'armée indienne a lancé une opération contre les JeM. Ils ont alors découvert un noyau caché de terroristes près du village de Pinglan sur le territoire pakistanais, à l'extérieur du Cachemire. Lors de tirs croisés, qui ont duré 12 heures, sept personnes sont décédées dont quatre membres des forces de sécurité indiennes. Lorsque le JeM, qui opérait depuis le Pakistan, a ouvertement revendiqué l'attaque ter-

Suite page 5

Propositions pour une solution politique du conflit

par *Matin Baraki*

Tout d'abord, toutes les parties impliquées dans le conflit doivent être prêtes à négocier sans conditions préalables. L'ordre du jour devrait comprendre les points suivants:

1. La démantèlement complet de l'ensemble du Cachemire, c'est-à-dire de la partie occupée par la République populaire de Chine, celle occupée par le Pakistan et celle gouvernée par l'Inde mais revendiquée par le Pakistan, comme condition préalable à une solution possible du conflit.
2. Il faut veiller à ce que toutes les parties fassent preuve d'une retenue absolue à l'égard du Cachemire et n'entreprennent plus de tentatives pour modifier la situation au Cachemire à leur avantage.
3. Des mesures de confiance telles que l'échange de prisonniers, les facilités de voyage (par exemple levée de l'obliga-

tion de visa) pour tous les habitants du Cachemire, la coopération économique, culturelle et scientifique, des émissions de radio et de télévision communes, etc. doivent être convenues et réalisées. Les énormes problèmes sociaux causés notamment par le conflit doivent également être réglés sérieusement et de toute urgence.

D'autres négociations devraient porter sur la réunification des parties séparées du Cachemire, y compris la restitution du territoire occupé par la République populaire de Chine, et sur l'accord d'autonomie pour l'ensemble du Cachemire dans un premier temps, dans le cadre de la Constitution de la République de l'Inde. En fin de compte, un référendum sur l'autodétermination du Cachemire devrait avoir lieu sous supervision internationale et dans un délai raisonnable. Par contre, un référendum au

début de ce processus, dans un climat empoisonné depuis des années par les fondamentalistes islamiques, entraînerait très probablement la séparation du Cachemire de l'Inde sous la direction de ces islamistes, sans doute sous une forte dépendance du Pakistan. Cela ne contribuerait en rien à la paix au Cachemire et sur le sous-continent indien. Au contraire, le Pakistan serait en position de force vis-à-vis de l'Inde, ce qui entraînerait des dangers et rendrait plus difficile une solution durable du conflit. Il est donc urgent de déconseiller de telles mesures prématurées.

4. Bien que cela puisse apparaître irréaliste à l'heure actuelle, l'instauration d'un climat de confiance en vue de mesures de conciliation devraient développer à long terme une union entre l'Afghanistan, l'Inde et le Pakistan. Car les trois pays ont une histoire, une culture et,

dans une certaine mesure, une religion communes, du moins depuis l'Empire moghol. Une telle union pourrait résoudre à la fois le conflit frontalier entre l'Afghanistan et le Pakistan dans la zone tribale (Traité de Duran) et celui du Cachemire et stabiliser ainsi la région pour une longue période.

A mon avis, les meilleurs médiateurs dans le scénario de négociation décrit aux points 1 à 3 seraient le Mouvement des Etats non-alignés et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), qui seraient acceptés par les deux parties comme acteurs relativement neutres.

L'appel à la paix des peuples du Cachemire ne peut plus être ignoré. Leur joie lors de la nouvelle ouverture de la frontière entre l'Inde et le Pakistan le 21 octobre 2008 a été énorme. Il est grand temps de respecter enfin leur volonté. (Traduction *Horizons et débats*)

L'Allemagne est-elle sous l'emprise de la politique de guerre anglo-saxonne?

par Karl Müller

En 2014, donc 100 ans après le début de la Première Guerre mondiale, Gerry Docherty et Jim Macgregor, deux auteurs écossais, publièrent un livre sur les causes de la Première Guerre mondiale. Fin 2017, il fut publié en français sous le titre: «L'Histoire occultée. Les origines secrètes de la Première Guerre mondiale». En 2019, il est également paru en allemand. Cet ouvrage est très intéressant pour tous ceux souhaitant en savoir un peu plus sur l'origine de la guerre. Le contenu de ce livre ne suit pas les lignes directrices de l'historiographie officielle.

De quelles tromperies s'agit-il?

Du point de vue actuel, la manière dont le groupe de personnes, désigné comme «élite secrète» a procédé à l'époque pour atteindre ses objectifs, est encore plus intéressante. La question est de savoir si nous avons aujourd'hui affaire à des mécanismes similaires, à savoir l'incertitude, la tromperie et la confusion dans lesquelles les citoyens mais aussi de nombreux responsables politiques et sociaux sont maintenus face à ce qui est réellement prévu. Quel rôle ces forces sans scrupules avec leurs visions du monde et leurs intérêts jouent-elles en arrière-plan? Une fois encore, il s'agit de planifier et de préparer intentionnellement une grande guerre, de corrompre ou de diffamer et mettre à l'écart les voix dissidentes pour entraîner l'Allemagne petit à petit dans cette guerre.

«Les USA devraient quitter l'Europe»

«Les Etats-Unis devraient quitter l'Europe», tel était le titre d'une interview publiée le 30 juillet par la «Basler Zeitung». Dans une interview, Stephen Walt, professeur en relations internationales à la Harvard Kennedy School auprès de l'Université de Harvard, a critiqué la politique étrangère américaine au cours des 30 dernières années, y compris celle du président actuel Donald Trump, et a appelé les troupes américaines à se retirer d'Europe. En même temps, il a déclaré: «Sur les plans politique et diplomatique, nous devons continuer à œuvrer pour une relation étroite [avec l'Europe]». Puis, «L'Europe d'aujourd'hui est politiquement stable et prospère, elle peut s'occuper de sa propre défense. Les Etats européens ont omis de la faire depuis trop longtemps.» Et: «Avec l'argent que les Etats-Unis économiseraient en Europe, ils pourraient se concentrer davantage sur l'Asie – un processus qui avait déjà commencé sous Obama.» Enfin: «Concernant la Russie, les Etats-Unis ont besoin d'une nouvelle compréhension, car sinon nous rapprocherons encore plus les Russes de la Chine». ... Un vrai message de paix?

Quelle est la gravité de la «menace»?

Quelques jours plus tard, le 10 août, le même journal rapportait que l'ambassadeur américain en Allemagne, Richard Grenell, avait «menacé» de retirer les troupes américaines

«Les morts méritent la vérité»

«Un siècle de propagande, de mensonges et de lavage de cerveau sur la Première Guerre mondiale est derrière nous. La dissonance cognitive nous met mal à l'aise avec la vérité: c'est un groupe de riches patriotes racistes anglais, soutenu par de puissants industriels et financiers en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, qui ont déclenché la Première Guerre mondiale. L'élite secrète basée à Londres était déterminée à détruire l'Allemagne et à contrôler le monde. Leurs actions sont responsables de la mort de millions de jeunes hommes honorables qui ont été trahis et sacrifiés dans un massacre brutal

et sanglant pour faire avancer une cause déshonorante. Des dizaines de milliers de monuments commémoratifs de guerre dans des villages et des villes du monde entier sont aujourd'hui les témoins silencieux du grand mensonge, de la désillusion que ces gens soient tombés «pour Dieu et la Patrie» afin que nous puissions être libres». C'est un mensonge. Les morts méritent la vérité, et nous ne devons pas les décevoir.»

Gerry Docherty, Jim Macgregor: *Verborgene Geschichte. Wie eine geheime Elite die Menschheit in den Ersten Weltkrieg stürzte*, Rottenburg 2014, p. 403 (ISBN 978-3-86445-496-7)

d'Allemagne: «Il est vraiment offensant d'attendre du contribuable américain qu'il continue à payer plus de 50'000 Américains en Allemagne, alors que les Allemands utilisent leur excédent commercial à des fins domestiques.» L'ambassadeur des Etats-Unis en Pologne l'avait appuyé: «La Pologne s'acquitte de ses obligations de paiement de deux pour cent du PIB envers l'OTAN. L'Allemagne ne le fait pas. Nous serions heureux si les troupes américaines en Allemagne venaient en Pologne.» Alors, l'Allemagne peut-elle se réjouir?

L'Allemagne est indispensable pour les guerres américaines

Le même article mentionne l'information ci-dessous: «Toutefois, les analyses du Pentagone devraient aboutir à la conclusion qu'un retrait important de soldats américains de l'Allemagne serait coûteux, en particulier pour un pays – les Etats-Unis». En voici la raison: «Ceci est principalement dû au type d'installations maintenu par l'armée américaine en Allemagne. Il s'agit notamment d'un certain nombre de quartiers généraux et de bases logistiques, importants pour les opérations américaines et la planification de la défense bien au-delà des frontières de l'Allemagne. La région de Stuttgart abrite les deux commandements régionaux des forces armées américaines responsables de l'Europe et de l'Afrique, tandis que Böblingen abrite également le commandement du US Marine Corps for Europe and Africa. La base de Ramstein n'est pas seulement l'une des plus importantes en dehors des Etats-Unis et le quartier général de l'US Air Force pour l'Europe, c'est aussi le centre d'approvisionnement le plus important pour les opérations au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Afrique, également important pour le contrôle des opérations de drones dans ces régions-là.» Puis, le journal informe sur le plus grand hôpital militaire américain hors des Etats-Unis en Allemagne, le plus grand dépôt de munitions américain hors des Etats-

Unis en Allemagne, et ainsi de suite. On peut alors lire: «D'ici 2023, les Etats-Unis prévoient d'investir 2 milliards de dollars supplémentaires dans des bases rien qu'en Rhénanie-Palatinat. Ramstein et Landstuhl ont déjà été convertis et modernisés pour des milliards de dollars et sont irremplaçables à court et moyen terme.» Puis on y lit: «Selon les plans actuels du Pentagone, 1500 soldats supplémentaires de l'armée seront stationnés en permanence en Allemagne jusqu'en septembre 2020». Et à la fin de l'article, on peut lire: «L'ambassadeur Grenell connaîtra bien tout cela, il faut le supposer. Mais il connaît aussi bien les mécanismes des médias, les réflexes de la politique, l'art de la provocation». ... L'Allemagne peut-elle vraiment être calme et se détendre?

Karl-Heinz Kamp, président de l'Académie fédérale allemande pour la politique de sécurité à Berlin, avait déjà soutenu de près la politique américaine dans un article de la «Neue Zürcher Zeitung» du 13 août: «Outre les Etats-Unis, l'Allemagne est le pays le plus puissant économiquement de l'OTAN. Néanmoins, elle n'est pas disposée à remplir son obligation d'alliance et à consacrer 2% de son produit intérieur brut à la défense. Il y a toujours de nouvelles excuses. La crédibilité de l'OTAN est également en jeu». ...

Von der Leyen a-t-elle déclaré la guerre à la Russie?

Lors de la grande fanfare militaire pour son adieu récent aux forces armées allemandes, peu de gens ont remarqué la chanson choisie par la ministre de la Défense allemande sortante Ursula von der Leyen, «Wind of Change» du groupe de musique allemand Scorpions (début du texte dans l'encadré) composé à la fin de 1989. Le journal «Die Welt» a écrit le 16 août: «L'ancienne ministre a écouté la chanson avec des yeux brillants». Ce que presque personne ne sait, c'est que les paroles commencent à Moscou et font allusion à la fin de l'Union soviétique qui était imminente à l'époque. Dans l'article

du journal suivent quelques déclarations du groupe de musique lui-même, intitulant leur chanson «Friedenslied» («chanson pour la paix»).

Mais avec la fin de l'Union soviétique, il y eut aussi la transition vers un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis, la «fin de l'histoire» et l'idée de la victoire finale d'un monde néolibéral. Une époque de guerres anglo-saxonnes et de guerres de l'OTAN sans fin et contraires au droit international. Les Etats successeurs de l'Union soviétique, comme on a pu l'entendre de la bouche d'éminentes personnalités dans les années 1990, ne devraient plus jouer un rôle dans la politique mondiale, mais être utiles aux intérêts américains. La plupart des Russes ont un mauvais souvenir des années Eltsine. La Russie a ensuite essayé de se libérer de l'étreinte. Mais 30 ans après 1989, nous pouvons également jeter un regard en arrière sur les nombreuses tentatives qui ont été faites ces dernières années pour provoquer un «changement de régime» dans la Russie d'aujourd'hui. Est-ce vraiment «le vent du changement»?

«Le vent du changement» apprécié par Ursula von der Leyen

Je chemine le long de la Moskva
Et jusqu'au parc Gorky
A l'écoute du vent du changement
Une nuit d'été en août
Soldats de passage
A l'écoute du vent du changement [...]
(Traduction de la version anglaise)

...et finalement qui suit l'Allemagne?

L'agence de presse Reuters a rapporté le 22 août que «l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont rejeté la proposition du président américain Donald Trump de réintégrer la Russie dans le G7.

La Russie a été déçagée en 2014 pour certaines raisons, a déclaré la chancelière Angela Merkel mercredi soir avant une rencontre avec le Premier ministre britannique Boris Johnson. Ces raisons existaient toujours [...]. Quelques jours avant le sommet du G7 en France, le président français Emmanuel Macron s'est également prononcé contre la reprise de la Russie. «Je pense que le retour sans conditions de la Russie serait un signe de faiblesse du G7, ce serait une erreur stratégique.» [...] Le Premier ministre britannique Boris Johnson a également soutenu cette position. [...]

Le président américain Trump, par contre, avait recommandé que le groupe du G-7 soit ramené au G8. Beaucoup des sujets de discussion portent sur la Russie, a-t-il dit pour justifier sa décision. Il a accusé son prédécesseur Barack Obama «d'avoir poussé la Russie hors du cercle.»

«Cachemire – La genèse ...»

suite de la page 4

roriste, l'armée de l'air indienne a bombardé un camp d'entraînement des JeM situé sur le territoire pakistanais. L'armée pakistanaise a alors abattu un avion de chasse indien et arrêté le pilote *Abhinandan Varthaman*. Peu après, le Premier ministre pakistanais, *Imran Khan*, a annoncé la libération du pilote. Les observateurs ont interprété cela comme un aveu de culpabilité ainsi qu'un acte de réparation du Pakistan pour désamorcer la crise, comme l'a souligné le 1^{er} mars «*Dawn*» le journal de Karachi. Il est remarquable que ce soit la première fois depuis le début du conflit au Cachemire que l'armée admette publiquement des frappes militaires du côté pakistanaise.

Le gouvernement indien souhaite inscrire le dirigeant du JeM, *Maulana Masoud Azhar*, sur la liste Terroristes des Nations unies et se plaint que le gouvernement de la République populaire de Chine ait mis son veto et bloque cette mesure. Le «*Global Times*» journal de Pékin dirigé par l'état a demandé dans l'un de ses articles «des preuves solides»²¹ contre Azhar au gouvernement indien. En fait, il s'agit là

d'une excuse transparente, le JeM s'accusant lui-même d'avoir commis des actions terroristes.²² En outre, le JeM est officiellement interdit au Pakistan mais à l'intérieur du pays, ses dirigeants demeurent à l'abri des poursuites. Les experts de la sécurité indienne soulignent encore que le JeM est toujours protégé par les services secrets militaires pakistanais (ISI). Selon le gouvernement indien, plusieurs groupes extrémistes dirigés par l'ISI luttent contre l'Etat indien.²³ Les observateurs de la région confirment que le JeM est classé parmi les organisations secrètes islamistes, «financé, équipé, formé et chargé d'attaques dans les pays voisins par l'armée pakistanaise et ses services de renseignements».²⁴

Tout seul, le JeM n'aurait jamais été en mesure d'agir de manière autonome et de mener de telles opérations terroristes, souligne *Ajai Sahni*, expert antiterroriste et directeur de l'«*Institute for Conflict Management*» (Institut pour la gestion des conflits).²⁵ Maulana Masoud Azhar avait déjà été arrêté dans les années 1990 pour activités terroristes au Cachemire. Lorsqu'il a détourné un avion de l'*Indian Airlines* en 1990 et l'a amené à Kandahar en Afghanistan, là où régnaient encore les talibans, il a été libéré en échange des passagers.

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a déjà annoncé qu'il n'hésiterait pas à riposter face à la menace de l'Inde.

En Inde, un nouveau Parlement a été élu en avril. Le Premier ministre par intérim, *Narendra Modi*, de la «*Bharatiya Janata Party*» (BJP) a longtemps été considéré comme le vainqueur. Mais entre-temps, le *Parti du Congrès*, dans l'opposition, a rattrapé son retard. Dans cette phase mouvementée de la campagne électorale, Modi a voulu jouer la carte nationaliste et a donné carte blanche aux dirigeants de l'armée. Une réponse militaire de l'Inde aurait été appropriée en 2008, lorsque les extrémistes islamistes ont terrorisé la métropole financière de Bombay. Néanmoins, celui qui attribue à New-Delhi la responsabilité de la récente escalade «du conflit entre les deux puissances nucléaires sud-asiatiques, met la charrue avant les bœufs».²⁶

Pour l'instant, l'escalade du conflit entre l'Inde et le Pakistan semble évitée. En fait, les deux parties n'ont aucun intérêt à une aggravation du conflit parce qu'elles savent ce que cela impliquerait. En outre, certains analystes estiment que le Pakistan est au bord de la faillite et qu'il ne supporterait pas une guerre avec l'Inde.²⁷ «Mais le terrorisme sous

contrôle de l'Etat se poursuivra au Pakistan.»²⁸

Jusqu'à présent, l'équilibre de la terreur entre les deux puissances nucléaires que sont l'Inde et le Pakistan n'a pas créé de «stabilité notable, mais a favorisé les guerres conventionnelles et les guerres hybrides. Cela inclut pour le Pakistan le recours systématique au terrorisme islamique pour attaquer l'Inde».²⁹ Du point de vue tactique, il s'agit là, de la part d'Islamabad d'une politique bien calculée. En effet, les groupes terroristes des extrémistes islamiques représentent, en tant qu'«hommes de main [...], un genre de guerre irrégulière peu coûteuse qui [peut] reléguer l'Inde à l'arrière-plan, malgré sa supériorité en matière d'armement conventionnel et nucléaire. Les militaires et les services secrets prolongent leur opposition au grand voisin parce que cela cimente l'emprise des généraux sur le pouvoir du gouvernement pakistanais. Et c'est une mesure de représailles: le Cachemire, source d'hostilités, n'est pas le seul point faible des Pakistanais. Le haut commandement de l'armée pakistanaise n'a toujours pas digéré le soutien militaire apporté par l'Inde à la sécession

La culture de l'éthique et la façon de vivre au sein du mouvement coopératif

Nouvelle publication: «Kooperativ wirtschaften – modern bauen. Die Architektur der Genossenschaften in Sachsen»

par Urs Knoblauch, journaliste culturel, Fruthwilen, Suisse

De manière générale, on en sait trop peu sur l'énorme expansion du modèle coopératif dans le monde. Notamment en Allemagne, les coopératives et leurs quelque 21 millions de membres méritent davantage d'attention dans la société et dans les institutions d'enseignement.

Tel fut le point de départ du projet de publication de la *Hochschule für Technik, Wirtschaft und Kultur Leipzig* [Haute Ecole spécialisée de Leipzig pour la technologie, l'économie et la culture]. La conception muséographique, la conception d'expositions et la pédagogie muséale jouissant d'une grande popularité et d'importants investissements, l'idée est née d'établir un programme d'études interdisciplinaires en «muséologie». La publication richement illustrée «Kooperativ wirtschaften – modern bauen. Die Architektur der Genossenschaften in Sachsen» [Gestion coopérative – habitat moderne. L'architecture des coopératives en Saxe] combine le développement moderne de l'architecture avec la pensée coopérative. L'objectif est de faire connaître aux étudiants et à la jeune génération le précieux mode de vie des coopératives. En effet, selon les auteurs et formateurs de la Haute Ecole de Leipzig Dirk Schaal et Enrico Hochmuth, «le thème de l'architecture comme forme d'expression culturelle de l'idée coopérative a rarement été traité.»

L'anniversaire de la fondation du mouvement Bauhaus est une très bonne occasion d'aborder, en relation avec la notion de coopérative, un sujet important. Tout comme les préoccupations du Bauhaus ne doivent pas être réduites à des critères formels, les coopératives ne doivent pas être réduites à un modèle économique, mais représentent un mode de vie éthique orienté vers l'avenir. Ces valeurs fondatrices doivent être prises en compte, il devraient toujours être abordées en

tenant compte des découvertes en sciences humaines et être mises en perspective avec leurs objectifs politiques.

L'architecture comme forme d'expression culturelle de l'idée coopérative

Les auteurs de l'ouvrage parviennent à présenter une synthèse de l'architecture et de l'idée coopérative dans la région de Saxe avec son impressionnante culture industrielle. Dirk Schaal a travaillé comme archivist scientifique et dirige actuellement le *Bureau de coordination de la culture industrielle saxonne*. Enrico Hochmuth est historien de l'architecture et a été pendant de nombreuses années le conservateur responsable du *Schulze-Delitzsch-Haus, le musée allemand des coopératives*. Avec Dietmar Berger, l'initiateur, il s'est engagé pour l'inclusion réussie du système coopératif allemand dans la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. A la Haute Ecole spécialisée, Hochmuth travaille comme responsable d'événements et de projets à la Faculté des médias. En 2017, le «1er Colloque de muséologie» et ses échanges autour des derniers résultats de recherche, a remporté un grand succès. Stefan W. Krieg-von Hösslin, historien de l'architecture et conservateur de la ville de Leipzig (monuments), a également contribué à l'ouvrage de Schaal et Hochmuth.

Dans la première partie de la publication, les auteurs présentent les références théoriques et historiques à l'industrialisation et au système pionnier de la coopérative sociale. Dans la seconde partie, 16 bâtiments coopératifs notoires sont présentés, principalement en Saxe et dans le style architectural à nouveau populaire du Bauhaus. «Des sites remarquables et pour la plupart classés, appartenant à l'architecture du mouvement réformateur et au modernisme classique y sont rassemblés pour la première fois. La large palette

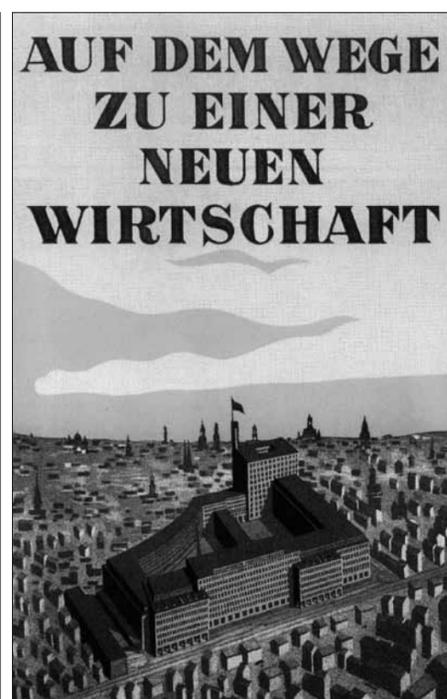
d'exemples emmène le lecteur des coopératives de logement aux grandes coopératives de consommation de Leipzig et de Dresde en passant par les sites de production d'importance nationale des centrales d'achat GEG avec leurs bâtiments de Riesa, Frankenberg ou Chemnitz.» (texte du rabat)

L'architecture comme reflet de certaines conceptions de l'homme et modèles de société

Il est impressionnant de constater la diversité du langage des formes et la diversité fonctionnelle et pratique de ce mode de travail et de vie coopératif matérialisé en patrimoine industriel. Dirk Schaal écrit: «Le mouvement coopératif fait partie de notre culture industrielle. Dans les conflits sociaux, religieux et nationaux du XIX^e siècle, il a contribué à façonner la transformation culturelle de l'Allemagne en un pays industriel moderne et s'est posé des questions centrales propres à la société industrielle.» (p. 8)

La pensée coopérative a été diffusée à l'aide d'affiches, d'équipements et de mobilier bien conçus. Il n'était pas seulement question de fournir de la nourriture ou des logements abordables, «mais aussi d'organiser les conditions de travail dans la propre entreprise, ou de créer des conditions de logement sociales qui amélioreraient sensiblement la situation de chaque individu au sein des couches sociales à revenus moyens et faibles.» (p. 8) Dans un «environnement hostile», les bâtiments d'usine fonctionnels, robustes et dominants, datant encore d'avant la Première Guerre mondiale, devaient symboliser la nouvelle attitude fondamentale de la vie coopérative. (p. 21)

En plus de vifs débats portant sur des questions de politique économique, il y avait aussi des différences idéologiques, politiques et formelles entre les architectes. A



Affiche de l'association de consommateurs «Vorwärts», Dresde vers 1930, montrant le complexe de bâtiments initialement prévu de ses propres entreprises. (Source: Kooperativ wirtschaften – modern bauen, p. 9)

cette époque, le style «Heimatschutz» (littéralement protection de la patrie), qui jouissait d'une grande popularité, était dominant. Mais avec la «construction nouvelle», l'époque moderne et les nouvelles technologies et matériaux industriels, on aspirait aussi à l'«homme nouveau». Selon Dirk Schaal, cette notion «propagée par les coopératives était l'objectif vers lequel tendait la conception des lotissements selon les prin-

Suite page 7

«Cachemire – La genèse ...»

suite de la page 5

du Bangladesh en 1971, qui a d'un seul coup divisé par deux le territoire du Pakistan.»³⁰

Le 27 février, le journal pakistanais «*The Nation*» a rendu compte de l'arrestation de 44 suspects présumés liés à l'acte terroriste du 14 février. Cependant, le gouvernement d'Islamabad semble indécis en ce qui concerne l'arrestation de *Maulana Massoud Azhar*, chef du groupe terroriste. Il est intéressant de noter que les noms de certaines des personnes arrêtées figurent dans un dossier transmis au gouvernement pakistanais par l'Inde. L'Inde a également identifié «le camp de l'organisation terroriste Jaishe-e Mohammad dans le pays voisin».³¹

Shehryar Khan Afridi, ministre d'Etat au ministère de l'intérieur du Pakistan, a annoncé que son gouvernement était déterminé à «faire respecter l'Etat de droit si l'on trouve des preuves contre ces gens».³² Le JeM s'étant lui-même déjà rendu célèbre pour des faits de terrorisme, on peut difficilement trouver de meilleures preuves. Là-dessus, les Indiens sont sceptiques et considèrent plutôt les arrestations comme des «épisodes cosmétiques».³³ *Ajai Sahni*, expert indien de la lutte contre le terrorisme, prévoit qu'à l'avenir «la vulnérabilité de l'Inde par suite d'attaques terroristes»³⁴ va se poursuivre. Par le passé, tous les experts et observateurs de la situation pensaient déjà que le risque de conflit nucléaire entre l'Inde et le Pakistan était envisageable à tout moment.³⁵ «En 1999, en plein conflit avec l'Inde, le Pakistan a failli mettre en position ses armes nucléaires».³⁶ Une guerre nucléaire «serait une catastrophe non seulement pour les deux pays limitrophes, mais aussi pour le monde entier», prévient le journal turc «*Mil-liyet*» le 1^{er} mars. Le Pakistan se sent inférieur à l'Inde dans le domaine militaire conventionnel. C'est pourquoi, il y a quelques années, Islamabad a développé la doctrine de la «full-spectrum deterrence» (*dissuasion totale et*

tout azimut)³⁷ qui inclut une première frappe nucléaire. Cela alors que l'Inde exclut l'utilisation première d'armes nucléaires en réponse à une attaque conventionnelle du Pakistan.³⁸

La recherche d'une solution politique au conflit devient donc de plus en plus urgente. Le 24 mai 2001, *Atal Bihari Vajpayee*, alors Premier ministre indien, avait invité le dirigeant militaire pakistanais *Parviz Musharraf*³⁹ à des pourparlers de paix, principalement dans le but de trouver une solution au conflit du Cachemire. Musharraf a officiellement accepté l'invitation dans une lettre adressée au Premier ministre indien le 29 mai 2001, soulignant l'importance de bonnes relations pour le développement économique. Il a souligné le message-clé du Premier ministre indien qui faisait valoir l'absence d'ennemi commun aux deux peuples. Le Pakistan aurait tout intérêt à une Inde stable et prospère, vivant en paix avec ses voisins et il serait prêt – au-delà du conflit du Cachemire – à aborder toutes les autres questions en suspens dans les relations bilatérales.⁴⁰ Il reste à espérer que les deux parties déploient de sérieux efforts pour résoudre pacifiquement le conflit qui dure depuis plus d'un demi-siècle. Si les adversaires ne sont pas en mesure de le faire ou n'y sont pas disposés, l'«Organisation de coopération de Shanghai» ainsi que les Etats non alignés, dont font partie l'Inde et le Pakistan, pourraient être des intermédiaires appropriés.

¹ Baraki, Matin. Témoignage écrit d'un entretien avec le politicien afghan de l'époque Ali Mohammad Chorosch, en été de l'année 1973 à Bagrami près de Kaboul

² Rösel, Jakob. Die Entstehung des Kaschmirkonflikts. In: Draguhn, Werner (Ed.). Indien 1999, Hambourg 1999, p. 161

³ Geiger, Rudolf. Kaschmir. Vier Jahrzehnte eines Konflikts, in: Vereinte Nationen, Koblenz, Jg. 36, 1988, no 2, p. 53

⁴ cf. Henseleit, Ulrich. Das Kaschmir-Problem. In: Deutsche Aussenpolitik, Berlin, Jg. 1, H. 5, 1956, p. 465

⁵ cf. idem et Geiger, Rudolf. Kaschmir. Vier Jahrzehnte eines Konflikts, a.a.O., p. 54

⁶ Geiger, Rudolf. Die Kaschmirfrage im Lichte des Völkerrechts. Berlin 1970, p. 246

⁷ Rothermund, Dietmar. Die politische Willensbildung in Indien 1900–1960. Wiesbaden 1965, p. 232

⁸ Depuis le 20/8/1959, après le retrait de l'Irak le 24/3/1959 CENTO

⁹ Baraki, Matin. Die Beziehungen zwischen Afghanistan und der Bundesrepublik Deutschland 1945–1978, [...], Frankfurt/M. 1996, p. 83

¹⁰ cf. Weidemann, Diethelm. Kaschmir – Knotenpunkt indisch-pakistanischer Konfliktlinien. in: Blätter für deutsche und internationale Politik, Bonn, Jg. 41, H. 9, 1996, p. 1100

¹¹ Fisch, Hans. Kaschmir – ein Bestandteil der Indischen Union, in: Deutsche Aussenpolitik, Berlin, Jg. 2, 1957, H. 4, p. 313

¹² cf. Chaudhry, Mohammed Saeed. Der Kaschmirkonflikt. München 1976 (in 3 Bdn.), Bd. III, S. 361, deutsche Fassung, siehe Europa-Archiv, Bonn, 1965, p. D 111

¹³ Texte de l'accord, cf. Europa-Archiv, Bonn, 1972, p. D 358

¹⁴ cf. Subramanian, V. Negarajan. Ein nuklearer Schatten über Kaschmir. In: Le Monde diplomatique, Beilage zur Tageszeitung (TAZ), Berlin, Juli 1999, p. 8

¹⁵ cf. Weber, Bernd. Jammu und Kaschmir. In: Europäische Sicherheit, Herford, Jg. 43, 1994, no 10, p. 488

¹⁶ Il était assez incroyable que certains pays critiquèrent les testes nucléaires, car les Américains, les Britanniques, les Allemands, les Français, les Chinois et les Coréens du Nord avaient auparavant tous soutenu très activement le programme nucléaire pakistanais pendant de longues années. Cf. Randow, Gero von. With a little help. In: Die Zeit, Hamburg, Nr. 24 du 4/6/1998, p. 6

¹⁷ Comme l'occupation eut lieu clandestinement, on ne peut pas définir une date précise. Même l'Encyclopaedia Britannica écrit qu'au cours de l'année, on apprit l'occupation du nord-est du Cachemire par la République populaire de Chine. Cf. Encyclopaedia Britannica, Chicago, Vol. 12, 1973, p. 869

¹⁸ Weidemann, Diethelm. Kaschmir – Knotenpunkt indisch-pakistanischer Konfliktlinien. a.a.O., p. 1099. Depuis 1980, le conflit avec l'Afghanistan s'y ajouta, ne menant pas uniquement à la cohésion du Pakistan, mais profitant également à sa position internationale, au budget national ainsi qu'aux politiques et militaires corrompus.

¹⁹ Les séparatistes au Rajasthan ou au Pendjab, tentant eux-mêmes à obtenir une sécession avec des moyens terroristes, ne font qu'attendre une telle situation.

²⁰ cf. Kampf um Kaschmir. in: Süddeutsche Zeitung du 19/2/19, p. 9; Fährnders, Till. Stundenlanges Feuergefecht. in: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 19/2/19, p. 5; Fährnders, Till; Meier, Christian. Vom Kaltstart zum Erstschock? in: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 8/3/19, p. 8

²¹ Kampf um Kaschmir, a.a.O.

²² cf. Fährnders, Till. Stundenlanges Feuergefecht. Kampf um Kaschmir, a.a.O.

²³ cf. Matern, Tobias. Attacken zweier alter Feinde. In: Süddeutsche Zeitung vom 27.2.2019, S. 7

²⁴ Matthey, Sabina. Indien-Pakistan-Konflikt. In: Deutschlandfunk, Köln, 2.3.2019

²⁵ cf. Perras, Arne. Zynische Kalkulation. In: Süddeutsche Zeitung vom 22.2.2019, S. 7

²⁶ Matthey, Sabina. Indien-Pakistan-Konflikt, a.a.O.

²⁷ cf. Indien wächst langsamer und verspricht Wohltaten, in: Frankfurter Allgemeine Zeitung vom 1.3.2019, S. 19

²⁸ Matthey, Sabina. Indien-Pakistan-Konflikt, a.a.O.

²⁹ idem.

³⁰ idem.

³¹ Krüger, Paul-Anton. Friedensgeste aus Islamabad. In: Süddeutsche Zeitung du 1/3/19, p. 7

³² Perras, Arne. Roter Stempel gegen den Terror. In: Süddeutsche Zeitung du 7/3/19, p. 7

³³ idem.

³⁴ idem.

³⁵ vgl. Kokoschin, Andrej. Russland muss eine führende Rolle spielen. in: Frankfurter Allgemeine Zeitung vom 8.8.2000, S. 14; Duran, Khalid. Alarmstufe Rot. In: Die Woche, Hamburg, 14.1.2000, S. 27

³⁶ Fährnders, Till; Meier, Christian. Vom Kaltstart zum Erstschock? a.a.O.

³⁷ idem.

³⁸ cf. idem.

³⁹ Le 20/6/01, il se fit assermenter en tant que président du Pakistan.

⁴⁰ cf. Indien lädt zum Dialog, in: TAZ du 25/5/01, p. 9; Adam, Werner. Armut ist der wirkliche Feind. In: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 28/5/01, p. 16

(Traduction Horizons et débats)

Places d'apprentissage inutilisées et résiliations de contrats

Prendre soin de l'éducation de notre jeunesse et du système dual de la formation professionnelle

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

En août, des dizaines de milliers de jeunes dans notre pays commencent un apprentissage. En Suisse, le système de formation professionnelle avec trois jours dans une entreprise et deux jours dans une école professionnelle, est considéré comme la «Voie royale» pour commencer la vie professionnelle. Selon la page d'accueil *orientation.ch*, il y a des places d'apprentissage pour les adolescents en fin de scolarité dans plus de 644 professions. Le fait que la proportion de lycéens soit nettement plus faible comparé à d'autres pays n'est un inconvénient ni pour les jeunes, ni pour le site économique suisse. L'historien Caspar Hirschi l'explique de la manière suivante: «Comparé à d'autres pays, le système éducatif suisse présente trois avantages: diversité, ouverture et perméabilité. Il est diversifié, parce que les jeunes ont le choix entre le gymnase et la formation professionnelle et ils ont avec presque tous les diplômes accès par la suite aux formations les plus diverses. Il est ouvert, car les établissements d'enseignement, jusqu'aux Hautes Ecoles de pointe, offrent un libre accès à toute personne possédant les qualifications nécessaires. Puis, il est perméable, car à presque tous les niveaux, il est possible de passer à d'autres cours de formation. Grâce à notre système éducatif, de nom-

breuses voies mènent au sommet de l'économie et de la politique».¹

Il est de grande importance de prendre soin de cet excellent système de formation au profit de la jeunesse et de l'économie suisse encore bien positionnée à l'heure actuelle. Il est cependant alarmant de constater que cet été, à nouveau, des milliers de places d'apprentissage restent vacantes et qu'un nombre alarmant de contrats d'apprentissage sont résiliés prématurément. Dans la plus grande bourse de places d'apprentissage *yousty* (www.yousty.ch) on trouve – alors que la première année de l'apprentissage a déjà débuté mi-août – plus de 4600 places d'apprentissage vacantes dans tous les secteurs. Cela est le cas dans les métiers les plus populaires comme celui de l'*employé(e) de commerce* ou de l'*assistant(e) en soins et santé communautaire* (ASSC), voire même des postes isolés dans le domaine le plus recherché qui est celui des *technologies de l'information* – et de très nombreuses places dans les divers domaines de l'artisanat et dans la vente. Le fait que le nombre d'élèves de l'école secondaire ait diminué au cours des dernières années est une possible explication ainsi que la maturité (le baccalauréat) visée par les jeunes.² Cependant l'approche purement statistique omet des aspects essentiels.

De grands déficits scolaires chez les apprentis

La plupart des médias cachent à leurs lecteurs le fait qu'une partie des places d'apprentissage reste vide parce que de nombreux jeunes possèdent à la fin de leur scolarité obligatoire moins de connaissances dans leur sac à dos qu'auparavant. L'image du «sac à dos bien rempli» est utilisée délibérément, même si elle est aujourd'hui perçue comme «rétrograde»: l'«accumulation» de connaissances n'est plus nécessaire, selon les réformateurs scolaires, car dans le monde numérisé tout est disponible à tout moment et devient très rapidement obsolète. Malgré une répétition constante, cette affirmation ne devient pas plus vraie, mais démontre le manque d'ancrage pédagogique des «experts» l'utilisant.

En réalité, les entreprises de formation et les écoles professionnelles constatent de plus en plus de déficits importants dans les compétences essentielles de base (lecture, écriture, calcul). Cela est dû au changement de paradigme dans les programmes des écoles élémentaires et dans la formation des enseignants. Prenons un exemple: «Dans l'école du futur, chaque enfant décide lui-même, en début de semaine, de ce qu'il désire apprendre. Peut-être veut-il créer lui-même un jeu sur ordinateur ou désire-t-il pratiquer

le français à l'aide d'une vidéo youtube. Les plus âgés aident les plus jeunes et obtiennent ainsi des points bonus et peuvent passer à un plus haut niveau comme dans certains jeux: de «l'élève de base» à l'«expert». Pour conserver leur statut, ils doivent soutenir d'autres enfants. Bien que l'enseignante se trouve toujours dans la classe, elle s'appelle maintenant accompagnatrice dans l'enseignement et elle conseille les élèves individuellement sur leur demande. Sa tâche principale est de motiver. Les progrès de l'apprentissage sont suivis par ordinateur, car chaque enfant travaille avec une tablette. Aussi utopique que cela puisse paraître aujourd'hui, cela est déjà la réalité dans certaines régions de Suisse».³

Contre une telle «réalité», les protestations doivent s'intensifier d'urgence! Comment un enfant peut-il pratiquer son français seul avec un film Youtube s'il ne connaît pas les règles de la prononciation et ne comprend pas les mots – sans parler de la structure des phrases et de la grammaire? Le contrôle en ligne par l'enseignant ne peut jamais remplacer la véritable relation entre l'enseignant et l'élève, et l'importante interaction volontaire entre les camarades de classe est pervertie par un système de récompense sophistiqué. Eveiller ou

Suite page 8

«La culture de l'éthique et ...»

suite de la page 6

cipes coopératifs de la communauté.» (p. 32) Il s'agissait de laisser davantage de place à la nature sociale de l'être humain, aux mouvements politiques et à la démocratisation de la coexistence sociale. Cette année, l'anniversaire du Bauhaus devrait se concentrer davantage sur les valeurs fondamentales de l'interaction interdisciplinaire de l'idée sociale du Bauhaus à l'époque moderne, et aussi faciliter les réflexions critiques. Il ne s'agit pas d'un formalisme moderne, comme on le voit souvent aujourd'hui, mais d'une esthétique et d'une éthique du bien individuel et commun.

C'est justement au cours du premier tiers du XX^e siècle que les principes du design moderne ont été de plus en plus acceptés non seulement en Allemagne, mais aussi dans d'autres pays européens. «Outre des architectes renommés, comme *Walter Gropius* pour le *Konsum Dessau-Törten* ou *Max Taut* pour un grand magasin de la coopérative de consommation de Berlin et environs, on trouve ici surtout des architectes qui ont adopté les principes de la construction moderne dans leur pratique professionnelle, ou qui les avaient déjà appris au cours de leur formation.» (p. 32)

Quiconque connaît le riche passé historique de la Saxe et de ses environs, saura apprécier ses admirables réalisations et bâtiments commerciaux, culturels et sociaux, dont certains sont documentés dans l'ouvrage. Avec la dissolution de la RDA, un patrimoine culturel précieux était menacé de disparition. Malgré l'estimable sauvegarde de nombreux bâtiments ainsi que les reconstructions, il reste encore beaucoup de travail.

Hermann Schulze-Delitzsch et Wilhelm Raiffeisen

Enrico Hochmuth présente de manière vivante le thème des coopératives en Saxe à l'exemple du monument *Hermann-Schulze-Delitzsch* sur la Marienplatz à Delitzsch, conçu en 1891 par le sculpteur *Erwin Weissenfels*. Le destin mouvementé de cette statue est un témoignage exemplaire de la gestion politique de l'idée de coopérative: fondue lors de la Seconde Guerre mondiale pour servir l'économie de guerre avant d'être reproduite en 1950 par le sculpteur *Max Alfred Brumme*, elle a ensuite dû céder sa place à une sculpture du premier président de la RDA, avant d'être restaurée et remplacée en 1991 à son emplacement d'origine.

«Le premier succès d'une coopérative commerciale en Allemagne remonte à 1849, lorsque *Hermann Schulze-Delitzsch* (1808–1883) incita 57 cordonniers de la région

de Delitzsch à coopérer. Grâce à leur Rohstoff-Association (association de matières premières), ces artisans purent acheter des matériaux, des outils, des machines et d'autres fournitures à meilleur compte et, plus tard, prendre en main la vente de leurs propres produits. Le libéral Schulze-Delitzsch y voyait une occasion d'améliorer la situation des artisans et petits commerçants dans le besoin. En plus de la pression économique exercée par l'industrialisation, la transformation d'une société corporatiste en une société bourgeoise faisait aussi disparaître d'ancestrales interdépendances humaines et réseaux sociaux.» (p. 34) En 1889, les expériences de fusions et de coopératives de production incitées par Schulze-Delitzsch furent prises en compte dans une loi innovante sur les coopératives. Elles conduisirent par la suite à un «boom de la création de coopératives dans les Etats allemands» (p. 34).

Dans ce contexte, il faut également signaler l'œuvre bénéfique de *Friedrich Wilhelm Raiffeisen* (1818–1888), en provenance du Westerland. Guidé par un amour profond pour son prochain, par le lien social entre les gens, une éthique chrétienne et sa confiance en la nature des êtres humains, il fonda les «*Caisse Raiffeisen*» sous forme de coopératives locales. Son idée maîtresse était que «nous ne sommes forts qu'en agissant ensemble», et son principe de la coopérative basé sur les trois piliers de l'auto-assistance, l'auto-responsabilité et l'auto-administration en son sein, comprenait aussi le principe de subsidiarité (responsabilité par le bas, construire en partant de chaque être humain comme individu). Cela devait permettre et assurer la participation démocratique. Chaque membre de la coopérative a une voix dans les décisions, indépendamment de sa situation sociale et du nombre de ses parts sociales. Les «sociétés de crédit agricole» et les entrepôts communautaires initiés par Raiffeisen devaient connaître «une nette expansion avec la création par *Wilhelm Haas* de coopératives agricoles d'achat et de vente» (p. 37).

Les coopératives de crédit sont étroitement liées à cette évolution. Apparues dans un premier temps sous la forme d'«associations de prêt» sur le modèle de la coopérative agricole de crédit fondée au Danemark en 1846, elles encouragèrent dans de nombreux pays la création des banques populaires.

Enrico Hochmuth démontre à l'aide d'exemples le grand succès des pionniers Hermann Schulze-Delitzsch et Friedrich Wilhelm Raiffeisen. «Entre 1860 et 1889, une première vague de création voit l'émergence à travers l'Allemagne d'une centaine de coopératives de production composées d'artisans dans divers domaines. L'une de ces associations est le moulin et la boulangerie *Bärenhecke Raiff-*

*eisen*genossenschaft e.G. à Bärenhecke, dans l'est du Erzgebirgsvorland. Aujourd'hui, moulin historique et boulangerie sont à la fois une entreprise coopérative et un monument pouvant être visité. Le 20 août 1898, 26 agriculteurs de la région fondèrent l'*entreprise Oberes Müglitztal e.G.m.b.H.*, coopérative de meunerie, de boulangerie et d'entrepôt, pour prendre en charge tout le processus, de la transformation du grain jusqu'au produit fini. Le moulin à eau sur le Müglitz acquis par la coopérative fut relié à une voie ferrée et la production commença dès 1899. En 1913, 300 membres avaient rejoint l'entreprise. Pour soutenir les agriculteurs, surtout dans les années de crise, la coopérative mit en place une section bancaire qui exista jusqu'en 1993. Afin de préserver et de promouvoir le monument, une association de soutien a été fondée en 1995. (p. 34) D'autres exemples choisis par l'auteur illustrent les secteurs de l'électricité, de l'agriculture ou encore de l'horlogerie, avec la belle réussite de la fabrique *coopérative de montres de précision Glashütte*.

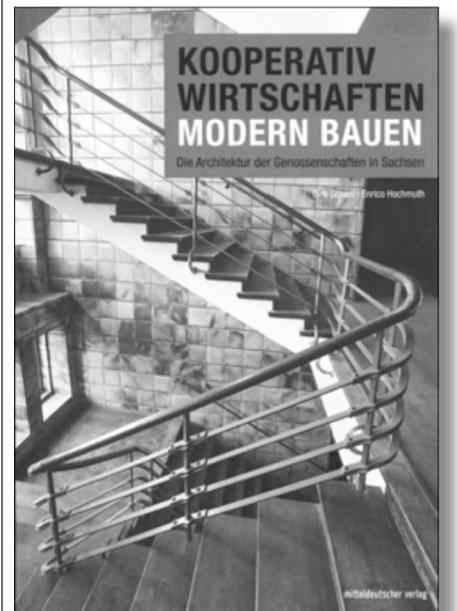
Des coopératives au service de l'individu et du bien commun

Outre les coopératives agricoles, ce sont les bâtiments d'usines coopératives, les coopératives de consommation et les grandes sociétés d'achat coopératives, ainsi que les coopératives de logements qui eurent le plus grand impact sur l'image des régions urbaines des XIX^e et XX^e siècle. Tout au long de leur histoire, les coopératives ont souvent dû aussi traverser des périodes difficiles. Ce fut le cas surtout pour les entreprises agricoles lors de changements politiques. «Après l'alignement des associations de coopératives et donc des coopératives en 1933», nous dit Enrico Hochmuth, «une restructuration a été opérée après 1945. Si les coopératives de production n'ont joué qu'un rôle mineur dans les zones d'occupation occidentales et en RFA, elles ont joué un rôle important dans la zone d'occupation soviétique et plus tard en RDA. En 1946, l'administration militaire soviétique, avec l'ordre 160, a permis la création de regroupements, et un statut type est devenu obligatoire. La supervision économique était désormais la responsabilité des Chambres des métiers, organisées selon de nouvelles structures. La loi sur la promotion de l'artisanat adoptée en 1950 ou l'Ordonnance sur les *communautés de production de l'artisanat (PHG)* de 1958 limitaient l'artisanat et les petites entreprises et poussaient à la collectivisation forcée des coopératives. Le rôle des *coopératives d'achat et de livraison (ELG)* des artisans se voyait également réglementé. Comme les entreprises d'Etat, les coopératives étaient désormais tenues de satisfaire à des exigences

dans le cadre de la planification de l'Etat. Après 1990, les entreprises ont à nouveau été transformées en coopératives classiques ou autres formes d'entreprises». (p. 36 sq.) En 2002, l'association des coopératives de Saxe comptait parmi ses membres 92 coopératives de production et 235 coopératives agricoles. Leur succès leur donne aussi «une visibilité accrue dans l'Allemagne réunifiée». (p. 37)

Donner plus d'importance aux principes fondamentaux du mode de vie coopératif et à son éthique

Les réalités historiques montrent clairement que les réorganisations et «modernisations» problématiques actuelles dans le contexte de la mondialisation et de la centralisation, ainsi que le néolibéralisme radical du marché à l'échelle mondiale mettent en danger l'idée coopérative originale. Au sein de la Confédération suisse, cette évolution alarmante n'est pas en reste, et les banques coopératives Raiffeisen sont touchées également. Les membres des coopératives doivent revendiquer et vivre les droits et les devoirs ainsi que les valeurs fondatrices et l'éthique de la codétermination démocratique des coopératives et coopérateurs, conformément au principe coopératif. Le livre présenté ici y contribue de façon significative – et contribue à la compréhension de l'architecture coopérative de l'époque moderne. •



Schaal, Dirk; Hochmuth, Enrico. *Kooperativ wirtschaften – modern bauen. Die Architektur der Genossenschaften in Sachsen*. Halle (Saale) 2019, ISBN 978 3 96311 051 1

La «Fête des Vignerons» et les élections fédérales de cet automne

par Ursula Felber

Cet été, Vevey s'est transformé en «capitale» de la Suisse. Un millier de trains supplémentaires ont amené des gens de toutes les régions du pays au bord du lac Léman. Pendant trois semaines, cette ville avec son théâtre unique en plein air a été le centre de la Suisse.

Presque tous les jours, un canton différent ou un groupe de cantons avec une délégation plus ou moins nombreuse a rendu visite à la ville viticole. Déjà à la gare, les hôtes ont été accueillis avec de la musique et conduits à la zone de la fête. Chaque canton a présenté ses particularités et ses spécialités, avec un cortège, un discours d'un membre du gouvernement, de la musique, des danses et des chants etc. La fierté de son propre canton était évidente pour tous les participants. La joie et souvent l'émerveillement des visiteurs étaient au rendez-vous: la «Fête des Vignerons», la grande fête de la viticulture au fil des saisons. C'était la 12^e fête du vin depuis 1797.

Plus de 5500 acteurs bénévoles ont joué leur rôle avec dévouement et passion, pour que l'ensemble du spectacle ait un grand rayonnement. Plus de 3000 bénévoles se sont impliqués dans le festival, ont distribué des programmes, des brochures, expliqué le festival, montré le chemin menant à l'arène, etc. En fait, nous voulions juste passer deux jours à Vevey, mais finalement nous sommes restés huit jours. Du matin au soir, il y avait



Chœur d'enfants à la «Fête des Vignerons». Outre de nombreux chœurs et comédiens des différents cantons, plus de 5500 comédiens bénévoles ont participé avec beaucoup d'engagement et de passion, pour que l'ensemble de l'événement ait un grand rayonnement. (photo: www.fetesdesvignerons.ch; personnages_voix-d-enfants_julie-masson_fete-des-vignerons.jpg)

tant de choses à voir, à entendre, à vivre, l'atmosphère joyeuse de toute la ville nous a fait rester. Partout, nous avons pu rencontrer les participants dans leurs magnifiques costumes sur mesure. Ils étaient heureux de nous parler de leur rôle, de leur motivation à participer, de leur tenue, etc. Ainsi, on pouvait à nouveau utiliser notre connaissance du français. Mais beaucoup de Romands ont également essayé de pratiquer leur connaissance de l'allemand. Les comédiens transmettaient leur enthousiasme pour le festival. Ils ont exprimé leur gratitude pour le grand nombre de personnes venues de toute la Suisse et de l'étranger pour se rendre à Vevey. Qui étaient les acteurs? C'étaient de nombreux parents avec leurs enfants, des femmes, des hommes, des personnes âgées, des jeunes, des personnes en bonne santé ou handicapées – la joie se lisait sur leurs visages. La planification a duré plusieurs années, les gens ont pratiqué et répété leurs rôles de participation pendant plus d'un an. Tant d'enthousiasme sur une base volontaire, le tout dans la bonne humeur, n'est-ce pas remarquable?

Depuis 200 ans, les paysans du canton de Fribourg sont partie intégrante de la Fête des Vignerons avec leurs vaches et leur chant «Lyoba – le Ranz des Vaches». Le 11 novembre de chaque année, jour de la fête de la Saint Martin, les agriculteurs fribourgeois apportent leurs produits – principalement du fromage – au marché de Vevey dans le canton de Vaud, où l'on vend le vin du Lavaux. L'amitié et la solidarité entre les deux cantons sont évidentes.

À la «Fête des Vignerons», j'ai fait beaucoup d'observations et d'expériences pouvant être un modèle pour la vie en communauté dans notre pays. Toute la célébration s'est déroulée dans le calme, je n'ai à aucun moment ressenti d'humeur agressive ou un sentiment de malaise. Le fait qu'une telle chose soit possible sur une si longue période et avec tant de personnes différentes dans un si petit espace témoigne d'une bonne planification et organisation et de la volonté de tous de réussir.

En octobre auront lieu, comme tous les quatre ans, nos élections parlementaires fédérales. C'est un événement politique très important pour notre pays et son ave-



Groupe folklorique du canton de Fribourg. Chaque canton se présente avec ses particularités, ses spécialités, un cortège, de la musique, de la danse, des chansons, etc. (photo: www.fetesdesvignerons.ch; 07-20_cortège-fribourg_samuel-rubio_fete-des-vignerons.jpg)

nir. J'aimerais bien pouvoir y retrouver un peu de cette atmosphère veveysane, de cet engagement d'aller de l'avant ensemble. Au lieu de discussions partiales, d'insinuations, de fausses informations comme nous les avons rencontrées à maintes reprises ces dernières années, il serait important pour nous tous d'être ouverts, de ne pas vouloir être meilleurs que les autres, de ne pas chercher la confrontation. Il s'agit de trouver un dénominateur commun et de se

souvenir des traditions précieuses de nos ancêtres.

Nous devrions mettre en avant la joie et le désir de nous engager ensemble pour notre pays afin de pouvoir continuer à former une communauté aspirant à vivre dans la liberté, l'indépendance et la paix. Le respect, l'égalité et la dignité envers toute autre personne et ses opinions doit servir de référence pour le choix de nos représentantes et représentants aux Chambres fédérales à Berne. •

«Fête des Vignerons»

uf. La «Fête des Vignerons» est une fête du vin suisse qui a lieu depuis 1797 tous les 20–25 ans à Vevey dans le canton de Vaud. En décembre 2016, ce festival a été inscrit comme première tradition vivante de Suisse sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. La région viticole voisine du Lavaux est classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2007. Du 18 juillet au

11 août 2019, le 12^e festival a eu lieu, 20 ans après le précédent. Lors de 21 représentations avec chaque fois environ 20 000 spectateurs, le cycle de vie du vin au fil des saisons a été présenté sous forme d'images et de dialogues. L'accent est mis sur l'histoire des vignerons et de leur artisanat, des relations humaines et des vignobles de Lavaux, au-dessus du lac Léman.

«Places d'apprentissage inutilisées ...» suite de la page 7

développer la joie d'apprendre des enfants est l'élément essentiel, le sens profond du métier d'enseignant. Réduire l'enseignant à au travail de coach en laissant les enfants seuls devant leur tablette est une injustice envers notre jeunesse. Cela peut conduire les enfants à contourner, autant que possible, les domaines d'apprentissage dans lesquels ils ont des problèmes. En fin de compte, de bonnes places d'apprentissage peuvent ainsi rester inutilisées.

Un quart des contrats d'apprentissage sont résiliés prématurément

Une école comme celle décrite ci-dessus peut créer l'impossibilité pour un adolescent de faire face aux exigences d'un apprentissage. Des lacunes dans les matières scolaires peuvent certes être comblées avec quelques efforts supplémentaires – s'il le veut. Mais s'il est capable de s'adapter aux instructions, de surmonter des échecs, d'essayer et de réessayer d'accomplir le travail qu'on exige de lui, s'il commence à ressentir la joie et la fierté d'apprendre de nouvelles activités et de réussir à terminer une tâche de manière fiable et dans les délais – tout cela est crucial pour un apprentissage réussi.

Le nombre de contrats d'apprentissage résiliés en cours de formation est inquiétant. Dans un rapport de 2017, l'Office fédéral de la statistique déclare: «Parmi les quelque 60'500 apprenants ayant commencé leur formation professionnelle de base en été 2012, nous avons enregistré 15'000 résiliations prématurées de contrats d'apprentissage. Par rapport au nombre total de contrats le taux de dissolution est de 25%.» Les personnes concernées étaient 12'500 adolescents ou

21% (c'est-à-dire que certains d'entre eux ont eu plusieurs contrats annulés).⁴

Plus d'un cinquième des adolescents ne terminent pas leur apprentissage! Il n'est donc guère utile que la bourse de places d'apprentissage yousty.ch nomme la résiliation d'un apprentissage un «nouveau défi» si la branche ou l'environnement de travail ne correspond pas à un apprenti (<https://www.yousty.ch/de-CH/lehrabbruch>). Il y a naturellement toujours des cas, où les relations entre le formateur et l'apprenti se détériorent. Un changement d'emploi ou de profession peut alors s'avérer préférable. Mais précédemment c'étaient des cas isolés. Le fait qu'aujourd'hui un contrat d'apprentissage sur quatre soit résilié soit par l'apprenti soit par l'entreprise de formation est un signal d'alarme! Est-ce le premier signe de la future société 4.0, planifiant de transformer une partie de la population active en bénéficiaires de l'aide sociale?

Les compétences pratiques ne peuvent être acquises à l'aide de l'ordinateur

La plupart des places d'apprentissage libres concernent les métiers artisanaux. Les 15 premières offres d'apprentissage sur le portail de recherche yousty sont: coiffeur, électricien, recycleur, échafaudier, constructeur de routes, électricien de réseau, employé de commerce, gestionnaire du commerce de détail, logisticien, monteur frigoriste, ferblantier, cuisinier, boulanger/confiseur, mécanicien d'automobiles, assistant en pharmacie. Toutes ces formations CFC d'une durée de trois ou quatre ans, se terminent par un Certificat fédéral de capacité (CFC) lors de la réussite de l'examen final.

Dans la presse quotidienne, on trouve, par exemple, l'annonce d'un propriétaire d'une entreprise de construction, qui a formé plus de 100 apprentis en 30 ans, et qui cherche en

vain depuis un an un apprenti installateur en chauffage. Comme des dizaines de milliers d'autres PME [petites et moyennes entreprises] suisses, cet entrepreneur considère également qu'il est de sa responsabilité de contribuer à la formation professionnelle des jeunes. Mais la recherche de jeunes gens correspondants à ces tâches est de plus en plus difficile. Ce n'est pas seulement un problème pour former de bonnes équipes au sein de son entreprise, mais aussi pour l'avenir de la place économique suisse: la place d'apprentissage non pourvue aura un effet plus tard, car il manquera un spécialiste qualifié, dont on a un besoin réel.⁵

Le manque d'intérêt pour les métiers manuels est également lié à l'augmentation du temps d'apprentissage à l'ordinateur, qui, selon le Plan d'études 21, commence déjà au jardin d'enfants. Il en résulte une unilatéralité fatale de l'enseignement. Les compétences pratiques, le dessin et l'écriture manuscrite (écriture liée), le travail avec des outils et divers matériaux sont totalement négligés. Dans les domaines «travaux artistiques» et «nature, homme, société», un grand nombre d'objectifs d'apprentissage avec une référence pratique sont énumérés, de sorte que la tête bourdonne déjà lors de la lecture. Mais on n'apprend pas à planter un clou correctement ou à mesurer une distance avec précision, en utilisant l'ordinateur ou en étant suivi par un «accompagnateur», mais seulement par un enseignant enthousiaste. C'est étonnant de constater que ces simples faits n'ont jusqu'à présent guère retenu l'attention d'économistes ou d'autres acteurs de l'économie suisse (notamment les grandes entreprises). En insistant sur la numérisation totale des écoles, de l'administration publique et du monde du travail, ils passent en réalité à côté de l'ensemble de l'artisanat.

La numérisation complète de la vie scolaire et professionnelle ne suffira pas. Parce que si le chauffage est défectueux ou si les engrenages du vélo sont coincés, tout comme dans les soins et dans d'innombrables autres professions, le spécialiste, la femme ou l'homme sera nécessaire.

Les 39 jeunes Suisses victorieux au World Skills 2019 à Kazan du 22 au 27 août

Les jeunes professionnels suisses âgés de 17 à 22 ans qui ont représenté ces derniers jours notre pays au World Skills à Kazan, en Russie, sont une lueur d'espoir. Au classement pondéré par nations, la Suisse, meilleure nation d'Europe, occupe une belle troisième place sur le podium. Seuls les participants chinois et coréens ont obtenu une moyenne de points plus élevée que les Suisses.

Par leurs performances, les jeunes professionnels suisses ont gagné 16 médailles, dont cinq titres de champion du monde, et ont remporté 13 diplômes dans pas moins de 39 disciplines. Les cinq médailles d'or ont été gagnées dans les professions de spécialiste en restauration, de boulanger-pâtissier, de carleur, d'électronicien et de paysagiste.

¹ Hirschi, Caspar, professeur histoire générale à l'Université de Saint-Gall. «Der Hype ums Gymnasium bedroht unser Bildungssystem» [L'engouement concernant le gymnase menace notre système de formation]. NZZ am Sonntag du 11/8/19, rubrique pour invités

² «Gesucht: Tausende Lehrlinge». [Recherché: des milliers d'apprentis]. St. Galler Tagblatt du 12/8/19

³ Burri, Anja. «Schule nach dem Lustprinzip». [L'école soumise au principe de plaisir]. NZZ am Sonntag du 18/8/19

⁴ Office fédéral de la statistique. «Résiliation de contrats d'apprentissage, réinsertion, statut de certification. Résultat sur la formation duale [...]» 2017, p. 5